rouge

hebdomadaire d'action communiste

dites-moi mr. marchais êtes-vous communiste ?

n° 85 / 1 f 50

26 octobre 1970

D.R.

libérez geismar

18 mois de prison pour Alain Geismar. La bourgeoisie ne s'embarrasse pas sur les moyens. Qu'était-il officiellement reproché à Geismar ? D'avoir incité à la violence lors d'un meeting à la Mutualité le 25 mai, incitations qui auraient été suivies le 27 de la mise hors de combat de 79 bons et loyaux serviteurs de l'Etat casqués et armés jusqu'aux dents.

Or, malgré les demandes de la défense, pas un seul certificat médical n'a été produit à l'audience. Marcellin, dont le témoignage avait été requis n'a pas pointé son nez. Dans leur volonté de démanteler l'ex-Gauche Prolétarienne, la police et la justice accumulent les violations de la légalité bourgeoise.

On ne sait quel service de police arrêta Geismar, sans mandat d'arrêt. Illégalité. Qu'importe, le substitut du procureur se considère couvert : « Selon l'article 174 du Code de Procédure pénale, ce tribunal n'est pas compétent pour apprécier. » En conséquence, on condamne.

L'appartement dans lequel séjournait Geismar lors de son arrestation fut perquisitionné hors de sa présence. Illégalité. Qu'à cela ne tienne. La Cour ne s'arrête pas à ces peccadilles.

La presse bourgeoise, même « Le Figaro », même « L'Aurore », s'inquiète de ces procédés qui deviennent monnaie courante.

Il est vrai que cette justice se montre parfois plus compréhensive, plus humaine, diraient certains.

JUSTICE DE CLASSE

Pendant que les condamnations pleuvent sur les maoïstes, la plupart du temps pour simple diffusion de la « Cause du Peuple », la même justice se montre d'une mansuétude extrême avec d'autres « délinquants », du camp opposé bien entendu.

Le 13 octobre, la Cour d'Appel de Besançon condamnait Jean Kino, militant maoïste de 21 ans, poursuivi pour « outrages et voies de fait à agent » à huit semaines de prison. Le lendemain, la même cour se prononçait sur le cas de deux U.D.R. qui avaient entre autres délits plastiqué le Palais de Justice, et avaient été condamnés à un an, six mois et huit jours de prison. Le temps ayant passé, « il semble apparaître que la bombe du Palais, qui en réalité n'était qu'un gros pétard, est maintenant désamorcée. » (Cit. de « L'Est Républicain ».) Du reste, le passé des deux condamnés plaidait en leur faveur. « Bref, deux hommes, deux pères de famille, au passé militaire et civil irréprochable ; l'expert psychiatre estime qu'à l'époque « ils étaient traumatisés moralement sous l'effet d'un patriotisme exacerbé (sic). » Quand les deux U.D.R. en question expliquèrent qu'ils entendaient, en plastiquant, protester contre l'indulgence dont jouissent maoïstes et anarchistes en France, ils se firent morigéner paternellement par l'avocat général, tout prêt à reconnaître leurs bonnes intentions. « Nous pensions, nous les hommes de 50 ans, que nous pouvions nous reposer, que chaque génération devait poursuivre son effort. Mai 68 nous a troublés dans notre quiétude. Ceux-ci ont des cirsconstances atténuantes - ils ont été comme nous - ils se sont dits : qu'allons-nous faire pour protéger notre conception de la démocratie libérale ? » Le soir même, les deux plastiqueurs U.D.R., pourfendeurs de gauchistes et champions de la « démocratie libérale » se retrouvaient libres. Justice de classe. Deux poids, deux mesures.

L'ATTITUDE DU P.C.F.

Dans la répression qui frappe les maoïstes, l'attitude du P.C.F. n'est pas des plus reluisantes. Après avoir, pendant deux ans, dénoncé comme fascistes les « commandos Geismar », après avoir délibérément laissé les révolutionnaires isolés face à la répression (« les casseurs sont derrière »), après avoir laissé passer sans piper mot de nombreuses condamnations, le P.C.F. commence à s'inquiéter des méthodes utilisées et de la lourdeur des peines. Abandonnant la qualification de gauchistes-Marcellin, peu adéquate en cette période, il s'indigne de la disproportion entre les faits reprochés et la sanction. Les dirigeants du P.C.F., qui, par le cours réformiste et paralysant qu'ils imposent au mouvement ouvrier, ont jeté dans la voie d'un révolutionnarisme stérile les courants anarcho-maoïstes, puis se sont frottés les mains quand ils ont vu ces « fascistes de gauche » incarcérés, ont joué les apprentis-sorciers. Ils sentent maintenant que l'arsenal répressif bâti par la bourgeoisie pourrait bien servir à d'autres opérations que la chasse aux gauchistes ; c'est le sens de leurs timides protestations contre la répression.

Du grave précédent créé par la condamnation de Geismar, sans aucune protestation de masse significative, le P.C.F. porte la responsabilité devant tout le mouvement ouvrier.

LIBEREZ LES EMPRISONNES

Quant à nous, nous ferons tout pour armer le mouvement ouvrier contre la répression bourgeoise. Cela signifie le développement de luttes ouvrières et étudiantes sur des objectifs audacieux. Cela signifie aussi une lutte spécifique contre la répression, des campagnes de dénonciation des méthodes et du rôle de la police et de l'armée, comme nous avions mené, l'an dernier, une campagne contre l'armée bourgeoise.

Il revient au Secours Rouge de prendre en charge ces campagnes à une échelle de masse.

L'action du Secours Rouge, qui doit être réellement unitaire pour être réellement de masse, permettra de mettre les organisations traditionnelles de la classe ouvrière au pied du mur ; non avec des motions, mais dans les faits.

Ceux qui continuent à refuser de défendre Geismar et les maoïstes, qui les croira capables de mener à bon port l'ensemble du mouvement ouvrier ?

Tel est le dilemne auquel nous acculeront, devant leur propre base, les directions qui rêvent d'une impossible coexistence pacifique entre exploiteurs et exploités.

Contre cette justice de classe, qui ne tient même plus compte de ses propres lois, contre la société capitaliste qu'elle défend et protège, nous libérerons Geismar et l'ensemble des camarades emprisonnés !

Le 22 octobre 1970.

COMMUNIQUE DU BUREAU POLITIQUE DE LA LIGUE COMMUNISTE

Alain Geismar vient d'être lourdement condamné pour « incitation à l'émeute ». En réalité, c'est à la liberté d'expression, d'association et de réunion que s'attaque le pouvoir en se cachant derrière les arguties juridiques. Ce jugement scandaleux ne concerne pas seulement les militants maoïstes, mais toutes les organisations révolutionnaires et ouvrières, car de ce procès grotesque le gouvernement a voulu faire un test décisif de sa politique de répression.

C'est pourquoi, la Ligue Communiste appelle tous les militants, toutes les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier à généraliser et à intensifier la lutte contre la répression dans le cadre de comités unitaires tels que ceux du « Secours Rouge » qui doit, aujourd'hui, passer à un stade supérieur pour développer des ripostes de masse.

Je désire prendre contact avec la **Ligue communiste** (Section Française de la IVe Internationale).

Nom .....

Adresse .....

Profession .....

Age .....

Lieu de travail .....

Toute correspondance « Rouge » : B.P. 201 Paris-19e

Rouge, hebdomadaire de la Ligue Communiste.

- Secrétariat de Rédaction

Jean-Pierre Beauvais
Maurice Buzard
Patrick Fresnel
Alain Krivine
Anna Libera
Charles Michaloux
Serge Niémetz
Jean Paucton
André Pin
Philippe Sabathé
Michel Thomas
Christiane Tillier

- Rédaction - Administration.
  14, rue du Faubourg St-Denis, Paris Xe
  Tél. LAF. 30-13 et LAF. 27-98
- Toute correspondance - Rouge - B.P. 201 Paris 19e.
- Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.
- Directeur de Publication : Charles Michaloux
- Diffusion N.M.P.P. - S.A.I.E. Moriamé, 61, Fg-Poissonnière, Paris 9e.

un échec pitoyable de la cft

La C.F.T. a voulu faire parler d'elle et obtenir la représentativité. Elle se faisait fort de montrer, le 14 octobre, aux Invalides, que de nombreux travailleurs la suivaient. Las... 1.000 ou 2.000 personnes étaient présentes et la brochette de députés U.D.R. qui attendaient dans une encoignure de porte au cas où il y aurait foule... n'eut qu'à remiser ses écharpes tricolores. Il est vrai que ce fiasco n'enlève rien à la forfanterie des leaders de la C.F.T. qui annoncent, c'est bien dans leur style, 20.000 participants à leur manifestation.

UNE SEULE LOI : LA TERREUR ET LE CHANTAGE

Quelle est donc l'activité de cette C.F.T. qui a raté si lamentablement une percée officielle pourtant menée au forcing ?

La C.F.T. regroupe autour de gros bastions une poussière de petits syndicats sans audience et sans puissance. Ces bastions, c'est depuis longtemps Simca-Poissy et ses filiales de province, Rhône-Poulenc et la chimie en général, et, si les choses continuent de ce train, bientôt Citroën.

Chez Simca-Chrysler à Poissy, les méthodes Fiat, importées par Figozzi sont toujours en vigueur. Début octobre, 80 membres de la C.F.T. attaquaient à coup de matraques et de barres de fer des distributeurs de tracts C.F.D.T., en envoyant 6 à l'hôpital. Les prêtres de Beauregard, près de Poissy, ont dénoncé les méthodes de la C.F.T. :

« La C.F.T. veut se faire reconnaître comme syndicat représentatif.

Représentatif... de la terreur - de la peur - de l'écrasement. Chacun peut craindre de perdre sa place à tout instant... ou de perdre sa conscience quand on est le contremaître de celui qui doit être exécuté.

Listes noires chez Chrysler-France (Simca).

LES FAITS :

— 150 travailleurs de l'usine de Poissy vont être mis à la porte ;

— déjà l'opération est commencée ;

— d'autres listes vont suivre. Au total, peut-être 400 victimes.

LES CAUSES :

La dernière élection professionnelle a montré une progression de la C.G.T. (10 %) et de la C.F.D.T. Le syndicat indépendant veut effectuer une grande purge avant la prochaine consultation.

Ne parlez pas de compression de personnel : tous les mois arrivent plusieurs centaines d'étrangers. Les petites annonces des journaux présentent des offres d'emploi. Rien ne motive cette vague de licenciements sinon des arguments politiques .

LES METHODES :

Ceux qui sont reconnus ou soupçonnés de s'opposer au Syndicat Indépendant sont fichés.

Ne pas prendre sa carte est déjà mal vu, et celle-ci peut être proposée par le délégué pendant le déroulement d'un examen.

— Pendant la fameuse grève d'une heure déclenchée par le syndicat indépendant on demandait à ceux qui refusaient de s'arrêter d'aller donner leur nom... pour que cette heure leur soit payée.

— Sans parler des matraquages qui ont déjà eu lieu dans la cité même, en juillet, par exemple.

Les listes sont transmises aux différents services : Ordre de liquider les coupables. « C'est toi ou lui ».

On peut glisser de mauvaises pièces dans la production de l'ouvrier visé. Toute méthode est bonne. »

A Citroën, Bercot n'ayant pu éliminer les organisations ouvrières, a repris les méthodes de Chrysler en créant un syndicat indépendant C.F.T. A cet effet, un nommé Galtier, ex-directeur de Chrysler et fondateur du syndicat indépendant Simca a été embauché. Les résultats de ces méthodes sont déjà sensibles et inquiétantes : aux élections au C.E., la C.F.T. l'emporte et licencie les employés du C.E. membres de la C.G.T. La vie devient intenable pour les militants C.G.T., C.F.D.T., P.C.F.

Les nervis de la C.F.T. trouvent à Citroën une situation qu'ils peuvent facilement exploiter : une main-d'œuvre immigrée, régulièrement renouvelée.

ORIGINE DES SYNDICATS JAUNES

Dès 1889, à la suite d'une grève au Creusot, Schneider organise un syndicat dont les membres choisissent comme emblème le genêt jaune, par opposition à l'églantine rouge des révolutionnaires. Dès 1900 il existe à Paris 85 syndicats jaunes qui forment « l'union ouvrière », bientôt éclatée. En 1909 se crée « l'union fédérale des jaunes », sur le thème de la participation ouvrière aux bénéfices. En 1934 le colonel de la Rocque soutient la tentative de création de syndicats professionnels... idée qui sera reprise par Pétain dans sa charte du travail.

Après la crise révolutionnaire avortée de la libération, et la scission de la C.G.T., les syndicats « indépendants » réapparaissent au grand jour en 1947-1948 avec la création du C.G.S.I. (comité général des syndicats indépendants). Les hommes qui se regroupent dans ce comité viennent de trois courants :

— des rénégats du communisme, tel Sulpice Dewez, ancien ouvrier du bâtiment, député du P.C.F. jusqu'à la guerre et qui quitta ce parti à ce moment ;

— d'ancien vichystes, qui étaient présents dans les institutions de la Charte du travail ;

— des membres du R.P.F., dont de très nombreux anciens de la 2e D.B., qui s'amalgament aux précédents. Jacques Baumel, alors secrétaire général adjoint du R.P.F., prenait la tête d'une section spécialisée dans l'action ouvrière.

Ce regroupement éclate dès 1952, et les syndicats jaunes connaîtront, comme avant-guerre, des scissions multiples et un éparpillement parallèle à celui de l'extrême-droite. Ces ruptures sont marquées par des incidents multiples, occupations illégales de locaux, vols, coups de main, etc... entre organisations aux sigles variés : C.G.S.I., C.A.T., C.S.T.L., C.F.S.I., U.S.F, C.F.T. en 1957. La lecture de la presse de ces différents groupes est édifiante quant aux méthodes de cette pègre.

On lit dans l'appel des syndicats « indépendants » de Rhône-Poulenc au congrès de la C.G.S.I. en 1957 : « les procédés employés (violation des statuts, divulgation de correspondance privée, insultes, coups, etc...) sont indignes de militants syndicaux... »

Dans le « guide du militant » du 9 octobre 1957 :

« Ferrier n'est autre, entre autres opérations édifiantes, que l'organisateur, avec Houssard, Maintrieu, Simakis, du commando du 22 mars dernier destiné à « mettre en l'air » la commission administrative confédérale réunie ce soir-là aux Sociétés savantes. »

On peut multiplier les citations dans lesquelles ces gangsters s'envoient à la figure leur propre boue.

« Après Michel Cremin, récemment condamné à 3 mois ferme par le tribunal de Versailles, voilà Ferrière, en attendant que Simakis réponde de ses exploits : séquestration et vol. » Ce même Simakis que l'on retrouve aujourd'hui secrétaire général de la C.F.T.

LA POLITIQUE DES SYNDICATS INDEPENDANTS

Outre leur politique de collaboration de classe ouverte, les syndicats indépendants adoptèrent les positions les plus réactionnaires, en particulier dans la question coloniale. Rien d'étonnant à ce que ces syndicats « indépendants » de tout parti aient noué des liens avec les gaullistes, l'extrême droite colonialiste et fasciste, et avec la police. « Combat » du 14 octobre 1954 publiait une lettre de Louis Vallon : « M. Dides a participé de façon plus ou moins occulte à la mise sur pied des syndicats indépendants ».

Un tract de la C.G.S.I. attaque la C.F.S.I. en ces termes :

« Relents de milice, Waffen SS et gestapo, voilà, avec quelques autres, les véritables maîtres de l'organisation dans laquelle Simakis et consorts entendent vous embrigader et les intérêts qu'ils veulent vous faire servir, sous la haute protection du trust qui vous exploite. »

Ce beau monde se retrouve, en tout ou partie, à la C.F.T.

LE GAULLISME ET LES SYNDICATS INDEPENDANTS

La constitution d'un syndicalisme indépendant est un objectif cher au gaullisme depuis son origine.

« Lorsque ces syndicats autonomes, expression nouvelle du syndicalisme français, seront assez forts, pourra-t-on concevoir alors... la constitution d'une nouvelle centrale syndicale française rigoureusement indépendante », écrit Jacques Baumel, dans « L'Etincelle ouvrière », journal du R.P.F. de la région parisienne, décembre 1947. Jacques de Montalais brode sur le même thème en 1970 : **« De brillants résultats tout récents de la C.F.T. plaident en faveur de sa reconnaisance bien qu'ils soient encore insuffisants pour l'obtenir. »**

Si le gaullisme tente d'enserrer les organisations ouvrières dans les filets de la participation, certains gaullistes n'ont pas abandonné le projet de faire pénétrer le syndicalisme jaune dans les entreprises.

IL FAUT S'OPPOSER A LA POUSSEE ACTUELLE DE LA C.F.T.

Il n'est pas étonnant qu'après Mai 68, certains groupes gaullistes donnent des gages à la C.F.T., en même temps que Chaban met en place les pièges baptisés contrats de progrès. Au renforcement de l'appareil policier sur le pays correspond dans les entreprises la mise en place d'un système similaire. Parallèlement, un certain nombre de patrons tentent d'implanter de force s'il le faut des syndicats indépendants dans leurs entreprises. La poussée actuelle, bien relative d'ailleurs (1), mais localement dangereuse, de la C.F.T., répond à l'inquiétude persistante du patronat face au mouvement ouvrier. Si limitées et marginales qu'elles soient, les activités de la C.F.T. ne peuvent être tolérées, et doivent être anéanties. Le mouvement ouvrier ne peut se contenter d'appels platoniques à la vigilance ; constater que les syndicats jaunes se sont toujours fractionnés après de brèves unifications pour en conclure qu'il en sera toujours ainsi dans l'avenir, c'est se rassurer avec des mots, et ne pas répondre à un danger, limité mais réel. Est-il tolérable qu'à Poissy les militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. se fassent systématiquement matraquer ? Est-il tolérable que les travailleurs y vivent sous la menace constante de la C.F.T. ? Que les militants de Citroën soient contraints de quitter cette entreprise ?

Des directions syndicales combatives auraient depuis longtemps mobilisé les travailleurs de la région parisienne pour réduire ces nervis.

Il faut bien constater que la fraction du P.C.F. dans la C.G.T. est plus prompte à faire le coup de poing contre les révolutionnaires, contre le courant le plus avancé du mouvement ouvrier, que contre les fascistes de la C.F.T.

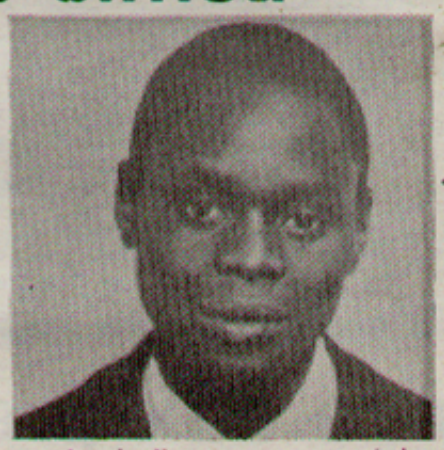
S'attaquer réellement à la C.F.T., c'est aussi pour les syndicats s'orienter délibérément vers l'organisation des travailleurs immigrés, victimes de choix des syndicats maison qui contrôlent l'embauche.

Face à une politique déterminée et correcte des centrales ouvrières, les Simakis et consorts ne pèseraient pas lourds quels que soient leurs appuis patronaux, policiers et gouvernementaux.

Michel THOMAS.

(1) C'est ainsi qu'aux dernières élections des représentants au C.E. et des délégués du personnel de Simca (21-22 octobre), la C.F.T. a perdu 1 800 voix par rapport à juin 1970, essentielle au profit de la C.G.T.

toujours le brulé vif de simca



La semaine dernière nous avons posé des questions précises à propos des conditions dans lesquelles un travailleur africain, Jean Gomis, a été brûlé vif à son poste de travail, et de la manière dont sa mort avait été cachée par la direction, la police, avec la complicité d'un hôpital militaire.

Il n'y a toujours aucune réponse. Comme les camarades de Gomis tiennent bon, l'afaire commence à filtrer. Le Monde **reprend nos questions en cinq lignes. Par ailleurs, la direction fait savoir sa version officielle dans son luxueux bulletin intérieur. Mais les autorités s'empêtrent toujours : pour le policier Navarette — qui a relevé le plan de l'atelier mais qui ne veut pas le laisser voir — le poste de travail de Gomis se trouvait à 1,80 m du chalumeau qui aurait mis le feu aux vêtements de Gomis. Ou à 3 m., il ne sait pas, et puis, dit-il en haussant les épaules, quelle importance ? (De toute manière, 1,80 m ou 3 m, ce n'est plus un chalumeau, c'est un lance-flamme...). Et comme Gomis laisse trois enfants, la direction, généreuse, offre une indemnité pour régler l'affaire « à l'amiable » et éviter qu'on porte plainte : la valeur d'un an de salaire. (Pour élever trois orphelins, cela reste un peu court.)**

Ce qui apparaît maintenant, c'est que Gomis était depuis 12 ans ouvrier chez Simca : il était le porte-parole le plus efficace de ses camarades africains, et n'avait jamais peur d'affronter la direction dans des discussions très dures pour présenter leurs revendications.

Quoi qu'il en soit, il semble que le sieur Navarette pourrait répondre à beaucoup de questions que l'on n'a pas fini de poser...

snias : halte au gaspillage de la combativité

L'aéronautique française connait un grand nombre de difficultés économiques.

On commence à révéler aujourd'hui ce qui fut caché pendant longtemps, à savoir que l'avion Concorde, malgré la publicité tapageuse dont l'a entouré le régime, n'est pas rentable, d'autant plus que la concurrence étrangère (notamment américaine) risque de réduire ses rares débouchés (notons que les commandes fermes ont cessé dès l'apparition du Boeing 747. Les campagnies aériennes anglaises saluent les prouesses techniques du Concorde, mais sur le plan commercial, elles se défilent).

La bourgeoisie elle-même commence à se poser publiquement des questions.

M. de Chambrun, par exemple, souligne que « cet effort continu exclut toute autre tâche de pareille envergure » et nous suggère même que Concorde pourrait bien être « une petite folie ».

Cela signifie en pratique que la situation des travailleurs de l'Aéronautique est gravement compromise pour les années à venir.

Mais ces difficultés, c'est le secteur nationalisé seul (la S.N.I.A.S.) qui les subit : le secteur privé, lui, est un pleine expansion ; Dassault développe sa production, construit de nouvelles usines, et réalise des profits prodigieux, notamment par l'exportation sur l'ensemble du marché mondial. Cela illustre une fois de plus le rôle que joue le secteur nationalisé dans le système capitaliste : épauler le secteur privé.

I - LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR NATIONALISE

Comme toute fusion, celle des trois entreprises Nord-Aviation, Sud-Aviation, Sereb dans la S.N.I.A.S. implique pour la direction une restructuration des centres de production sur le plan national.

Pour les travailleurs, cela veut dire mutations en grand nombre.

En effet, est prévue au programme la fermeture de deux établissements : Courbevoie (1.600 personnes) et Puteaux (1.000 personnes) ; d'autres part, des labos doivent disparaître, le secteur électronique de Suresnes est vendu au privé et de nombreux ateliers disparaissent progressivement.

Dans ces conditions, les mutations sont une menace permanente pour les travailleurs : des secteurs entiers sont déplacés vers la province.

La direction a réussi à créer un tel climat d'incertitude qu'aujourd'hui de nombreux travailleurs démissionnent d'eux-mêmes, ce qui est tout à l'avantage du patron puisqu'ainsi aucune indemnité n'est payée.

Le P.D.G. Ziegler espère ainsi faire passer la restructuration « en douceur » et il a profité de la période des vacances pour la réaliser.

Par ailleurs, l'insuffisance du plan de charges et des crédits gouvernementaux permet à Ziegler de justifier le bloquage des salaires en expliquant que lui n'y est pour rien et ne peut donner plus que ce que le gouvernement lui acorde.

C'est une chanson malheureusement trop connue pour les travailleurs : « Je n'y suis pour rien, c'est plus haut que ça se passe » (1).

II - NEGOCIATIONS POUR UN CONTROLE

La fusion avait été suivie de la promesse de la signature d'une nouvelle convention, valable pour l'ensemble des 43.000 travailleurs de la S.N.I.A.S. Mais depuis 8 mois, c'est la valse des négociations : 8 mois de lutte où la combativité des travailleurs s'est manifestée à maintes reprises, 8 mois de lutte qui n'ont pas vu les revendications les plus essentielles satisfaites.

Le P.D.G. Ziegler fait volontairement piétiner les négociations (quand il daigne y assister... !) et refuse de s'engager à quoi que ce soit de sérieux.

Son souci principal, c'est l'harmonisation des avantages sociaux de toutes les entreprises, conçue à sa façon évidemment.

Il reste muet sur les revendications de salaires et de garantie d'emploi, et harmonise... **par le bas.** Cela signifie la remise en cause des avantages acquis par la lutte passée dans les différentes usines de la S.N.I.A.S. ; exemple, la pré-retraite à 60 ans à Nantes.

En mai 1970, Ziegler proposait le salaire-plancher à 858 F, base 40 heures et le prix du point à 5,25 F à Paris et 5,05 F en province. L'ensemble de ces propositions sont dérisoires : un salaire plancher à 900 F, base 40 h., aucune garantie sérieuse du pouvoir d'achat en cas de hausse de prix (2), pas un mot sur la stabilité de l'emploi, le retour aux 40 heures repoussé aux calendes grecques.

C''est un contrat liant les mains des travailleurs, que Ziegler veut faire signer. Et le seul point sur lequel il accepte de « discuter », c'est sur sa durée : après avoir proposé 27 mois, il proposait provisoirement 3 mois, puis est maintenant revenu à une durée plus longue : 15 mois !

III - L'ATTITUDE DES SYNDICATS

Les syndicats ont refusé de signer un tel accord.

● Mais au lieu d'organiser la riposte des travailleurs à l'échelon national, ils émiettent les luttes : de quart d'heure en demi-heure, avec par-ci par-là une pétition, une A.G. (pas trop...) ils divisent les travailleurs ; les mensuels et les horaires sont appelés à lutter séparément sur leurs revendications spécifiques, ce qui conduit à un morcellement des actions face à une direction qui, elle, est peu décidée à céder (3). Ainsi, depuis 8 mois, de grèves tournantes en grèves-pression, les travailleurs n'ont rien obtenu (mais ont perdu beaucoup en salaires).

● Au lieu de formuler des revendications claires et précises, les syndicats (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., F.O.) ont élaboré une plate-forme commune qui harmonise... par le bas elle aussi.

Cette unité syndicale se fait donc au prix de compromissions inadmissibles.

Qu'on en juge : alors qu'avant les vacances, la revendication portait sur un salaire plancher de 1.080 F, en septembre, ce salaire-plancher passe à 920 F (mais qui peut vivre décemment aujourd'hui avec 920 F par mois ?).

La plate-forme commune ampute aussi de nombreuses autres revendications ; **en fait, elle jongle avec les intérêts des travailleurs, mais elle ne les défend pas réellement.**

Dans une telle situation, Ziegler ne cède pas, et c'est peu surprenant.

Résultat : F.O. et la C.G.C. planteront là une unité bien factice et iront sur la pointe des pieds demander une entrevue particulière à la direction générale.

Aujourd'hui, c'est l'impasse : les mutations se multiplient, les travailleurs n'ont presque rien obtenu.

IV - L'INTERVENTION DE LA TAUPE ROUGE

Pour nous, le problème n'est pas tant celui de la durée du contrat. Il est avant tout celui de son **contenu.** Il est aussi le fait que nous refusons toute clause anti-grève telle que celle qui prévoit que pendant la durée d'application de l'accord, les points qui y sont inclus ne pourront être remis en cause.

Il est possible aujourd'hui de faire reculer Ziegler : il suffit pour cela que les 43.000 travailleurs de la S.N.I.A.S. luttent ensemble.

C'est aujourd'hui possible, car partout les travailleurs sont mobilisés.

A Toulouse, Châtillon, Suresnes, Châteauroux, les débrayages ont été très suivis.

Pourtant depuis 6 mois, les luttes parcellaires n'ont abouti à rien. C'est la preuve que seule une lutte d'ensemble peut faire reculer Ziegler.

A Toulouse, à Nantes, à Paris les tracts « Taupe Rouge » ont expliqué qu'il fallait réaliser l'unité de tous les travailleurs et qu'un accord n'était que l'expression d'un rapport de force à un moment donné.

Cela signifie que Ziegler n'accordera rien s'il n'y est pas contraint (... nous ne croyons pas à la philantropie des patrons !). Cela signifie que le seul moyen de l'y contraindre est d'engager la grève tous ensemble, jusqu'à ce qu'il donne satisfaction à nos revendications essentielles.

Cela implique deux choses :

● d'une part **que les travailleurs prennent en charge eux-mêmes leur grève,** c'est-à-dire que l'élaboration des mots d'ordre et des formes d'action soit décidée par des assemblées du personnel, et que des délégations de chaque usine de la S.N.I.A.S. se rencontrent pour organiser l'action nationale sur la base des décisions prises en A.G. du personnel.

● d'autre part **que les revendications soient claires et ne varient pas au fil des mois.**

1) Nous devons imposer une harmonisation par le haut : la plate-forme commune minimum doit être élaborée sur la base de la généralisation des avantages acquis dans chaque usine ;

2) Maintien de la revendication de salaire-plancher à 1.080 F ;

3) Véritable échelle mobile et non pas le 1 % que nous propose Ziegler contre 5 % d'augmentation du coût de la vie.

Nous devons imposer des augmentations sensibles de nos salaires et unir tous les travailleurs sur la même revendication : 150 F pour tous.

Jusque-là, la direction de la C.G.T. a partout réagi contre les distributeurs de « la Taupe », et cela au moment même où cette revendication était la plus discutée. L'argumentation reste toujours la même : nous sommes des diviseurs, nous voulons selon la formule consacrée « déshabiller Pierre pour habiller Paul ».

Mais ne serait-ce pas plutôt la plate-forme revendicative présentée en commun par tous les syndicats de la S.N.I.A.S. qui prendrait à l'un pour donner à l'autre ? Qui donc est concerné par l'abandon de la revendication de salaire-plancher à 1.080 F ? Certainement pas les cadres.

Si comme le dit la direction de la C.G.T., la composition particulière du personnel S.N.I.A.S. doit entrer en ligne de compte dans la compréhension que nous avons des luttes à mener, est-ce pour cela qu'il faut mettre une sourdine aux revendications de ceux qui, en demandant 1.080 F, ne font qu'exiger un minimum décent pour vivre ?

NOTRE LUTTE EST LA MEME ET SEULE L'UNITE DERRIERE LES TRAVAILLEURS LES PLUS COMBATIFS ET LES PLUS TOUCHES PEUT NOUS PERMETTRE DE MENER LA LUTTE FACE AU P.D.G. ZIEGLER.

4) Nous devons obtenir des garanties sur la stabilité de notre emploi :

● NON AUX LICENCIEMENTS CAMOUFLES.

Puisque Ziegler prétend que les plans de charge sont insuffisants et menace en expliquant qu'à l'avenir il n'y aura peut-être pas assez de travail pour tout le monde, alors qu'il accorde :

● le retour immédiat aux 40 h,

● la retraite à 60 ans pour tout le monde.

L'unité ne doit pas se faire sur la base de compromissions, mais sur la base de la défense des intérêts des travailleurs.

F. CORINNE (le 20-10-1970).

Le 22-10-70 : F.O., la C.G.C. et la C.F.T.C. ont signé l'accord présenté par Ziegler.

---

(1) Trop connue, mais qui mystifie encore certains ; ainsi la C.F.D.T. aéronautique a rendu grâce au P.D.G. en expliquant : « Le programme AIRBUS a été sauvé grâce à Ziegler. »

(2) Pour 1970, il est simplement prévu de « négocier » si la hausse de l'indice officiel des 259 articles atteint 5,5 % !

(3) A la SNIAS, 57 % du personnel n'appartient pas au collège ouvrier. La direction de la C.G.T. en conclut : « Il est possible d'entraîner les ETDA dans la lutte à condition que l'on traite avec eux de leurs propres problèmes, que l'on mette au point avec eux leurs revendications spécifiques et que l'on examine et décide avec eux les formes d'action qui leur conviennent le mieux. » Selon elle, ramener l'action « au niveau de toute la SNIAS » impliquerait « la corseter dans des mots d'ordre rigides ».

grève aux presses universitaires de france

Le mardi 13 octobre 1970, l'Assemblée générale des travailleurs des Presses Universitaires de France vote à l'unanimité une grève pour le vendredi 16 sur les mots d'ordre suivants :

— augmentation égale pour tous de 120 F ;
— assimiler la gratification à un complément de salaire ;
— établir une mutuelle dans l'entreprise ;
— les tickets-restaurants à 5 F ;
— prolonger l'augmentation salariale de la Convention collective au-delà de 15 ans ;
— augmenter la somme qu'il verse au Comité d'entreprise pour les œuvres sociales ;
— assurer l'hygiène et l'entretien de l'entreprise ;
— tenir compte des observations des délégués sur les modifications de travail du personnel ;
— les prêts de livres pour l'ensemble du personnel de l'édition ;
— préciser les emplois qui ne sont pas encore définis par la Convention collective, mais qui le sont dans d'autres maisons d'édition ;

— créer une Commission de discipline pour surveiller les « blâmes » qui sont adressés à la « tête du client » ;
— supprimer les horloges pointeuses et cahiers de contrôle.

Cette grève a été suivie à 80 %.

Malgré les pressions de la direction et de la police (intervention de deux commissaires pour tenter d'expulser les grévistes), une Assemblée générale a pu se tenir le vendredi soir vers 19 heures qui a décidé que la grève serait illimitée jusqu'à satisfaction des revendications en y ajoutant les revendications suivantes :

— une demi-heure mensuelle d'information syndicale ;
— augmentation des effectifs à déterminer par une commission délégués-employés ;
— paiement des jours de grève.

Cette grève, la première de l'entreprise et dans un secteur ayant bien peu de traditions de lutte, se déroule de manière exemplaire :

— élection d'un Comité de grève représentatif de tout le personnel, syndiqué ou non ;
— Assemblée générale tous les jours qui dresse le bilan de la journée et qui évite l'isolement de certains secteurs éloignés (11 lieux de travail pour 200 employés environ).

Jusqu'à maintenant, le patron refuse de discuter de l'ensemble des propositions, et n'hésite pas à employer la tactique bien connue : diviser pour régner en octroyant des augmentations individuelles.

Nous devons populariser la grève des travailleurs des P.U.F., pour combattre leur isolement et organiser des collectes pour les soutenir financièrement.

st-brieuc :

grève prolongée à "sambre et meuse"

Parmi les nombreuses luttes locales qui se déroulent dans la période actuelle, mais qui ne percent pas au niveau national, du fait du blocage opéré par les directions des centrales syndicales, celle de l'usine de Sambre-et-Meuse à Saint-Brieuc est particulièrement intéressante :

— du fait des formes d'organisation de la grève ;

— du niveau de conscience des grévistes, particulièrement élevé ;

— du caractère dur et prolongé de la lutte.

Il apparait, à travers cette expérience comme au travers de tant d'autres, que le bilan de deux ans de luttes gâchées après mai commence à être tiré dans les faits par les militants ouvriers, et que les bureaucrates ne parviendront pas à revenir au train train des grèves - pression - négociation de jadis.

Succursale de Sambre et Meuse nord, l'usine emploie 750 travailleurs, dont 550 horaires. Elle fabrique des produits métallurgiques, exportés notamment vers l'U.R.S.S. et la Norvège. Les jeunes prédominent parmi les horaires. Les conditions de travail sont particulièrement dures, notamment dans les ateliers d'ébardage et aux fonderies. Quatre cents horraires sur 550 sont syndiqués, les 400 à la C.G.T., ce qui constitue un taux de syndicalisation extrêmement élevé dans la métallurgie.

Une forte tradition de lutte existe dans cette entreprise. En 1960, grève très dure avec occupation et séquestration du patron. En mai 68, c'est la dernière entreprise à reprendre le travail à Saint-Brieuc.

LE DEMARRAGE DE LA GREVE

Après que les mensuels aient obtenu une augmentation, le patron propose aux horaires une augmentation de 10 centimes de l'heure, acceptée par les syndicats.

C'est alors que 4 horaires mécontents font débrayer les ateliers. Contraints de suivre le mouvement, les syndicats proposent une grève de 3 jours.

Le horaires refusent et déclenchent la grève illimitée sur une seule revendication : 50 centimes pour tous. Les mensuels, eux, restent en dehors du mouvement, prétextant que le patron ressent plus la grève en les payant à ne rien faire.

Aussitôt, un piquet de grève est organisé ; une assemblée générale est réunie tous les matins, où sont discutés les comptes rendus des discussions avec le patron, rapportés par les délégués syndicaux. L'assemblée générale refuse successivement deux propositions du patron, et s'en tiennent aux 50 centimes pour tous.

Au bout de huit jours, la C.G.T. propose d'étendre l'expression du mécontentement aux deux autres usines de Saint-Brieuc ; Daumur, secrétaire national de la métallurgie, vient expliquer qu'il faut prévoir d'autres formes de lutte (c'est ainsi que la direction C.G.T. comprend l'extension du mouvement) et met en garde les travailleurs contre les risques d'une grève illimitée. Les « conseils » de Daumur restent sans écho parmi les grévistes.

De même, les tentatives des directions syndicales de multiplier les revendications pendant la grève, ont fait long feu. Une lutte ne se mène pas sur un catalogue de revendications, mais sur une revendication précise, sur laquelle on se bat jusqu'au bout.

Au bout de quinze jours, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. tentent de faire voter sur le principe d'une délégation à Paris, où se trouve le directeur de la société. Là encore, **refus massif.** Les grévistes réclament que le directeur se déplace en personne à Saint-Brieuc, **que les négociations se déroulent ainsi sous leur contrôle, et non dans la capitale où leurs représentants ne sentiraient plus la force du mouvement.** Les U.D. se rabattent sur une deuxième proposition : une commission de conciliation. Les délégués désavouent cette initiative, suivis par la masse des horaires. Les travailleurs ont tout de suite vu quel serait le rapport de force dans une telle commission, où siégeraient, outre les représentants des ouvriers et de la société, le préfet et l'inspecteur du travail.

LE SOUTIEN EXTERIEUR

La solidarité est organisée **par des militants enseignants du S.N.E.S.**, avec l'accord du comité de grève. Des collectes sont organisées à Saint-Brieuc et Guingam avec la participation des grévistes, de même que la propagande par affiche, popularisant la grève, ses méthodes, ses objectifs. Les militants de la Ligue participent activement à cette action de solidarité. De plus, les cellules de Rennes et de Brest, prévenues par nos camarades de Saint-Brieuc, collectent dans leurs villes pour les grévistes de Saint-Brieuc. Les autres organisations politiques ne se sont mobilisées que bien après les militants de la Ligue. (A noter que le CID-UNATI des Côtes-du-Nord se solidarise avec les grévistes.)

LA FIN DE LA GREVE

A la suite d'une intervention de la préfecture, la direction de Sambre et Meuse délègue à Saint-Brieuc le secrétaire général du Conseil d'administration.

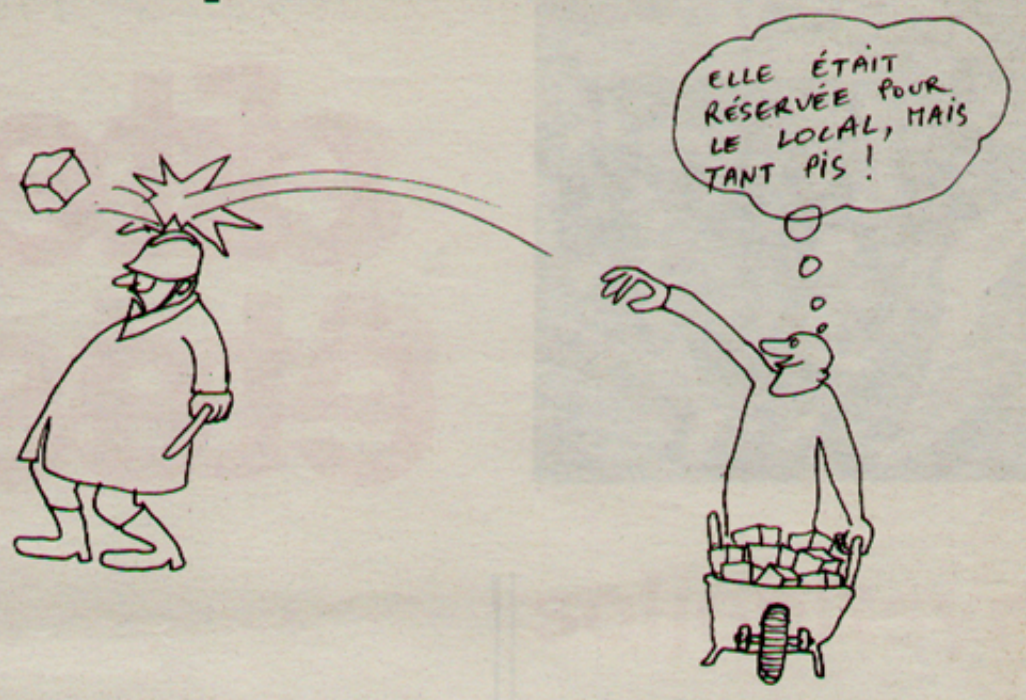
Les négociateurs doivent s'y reprendre trois fois de suite avant d'aboutir, devant la volonté des grévistes de s'en tenir aux 50 centimes pour tous.

Finalement, les négociations aboutissent le 16 octobre.

L'A.G., qui se tient à la maison du peuple, commence mal pour les bureaucrates : à l'unanimité, on vote la poursuite de la grève. Les responsables syndicaux prennent alors l'offensive, il faut en finir. Les ténors de la C.G.T. et de la C.F.D.T. se succèdent à la tribune. « La population vous a assuré de son soutien, elle ne comprendrait pas. » « C'est une victoire à 90 %. Pensez à vos familles ! Vous les jeunes, c'est votre première grève... vous n'avez pas les mêmes difficultés, etc. » et encore : « Nous avons pris nos responsabilités. Nous ne pouvons aller plus loin. On ne peut pas reconvoquer le patron. A vous de vous démerder ! » Un responsable C.F.D.T., lyrique, termine sa péroraison en évoquant la beauté du mouvement, son exemplarité, son émotion de vieux militant qui n'avait jamais vu plus belle action de toute sa carrière... tout cela pour appeler à la reprise du travail. On vote à nouveau. La reprise du travail est adoptée. La couleuvre est avalée, bien que difficilement.

Correspondant.

souscription local



Ce n'est pas la peine de revenir sur la nécessité pour la Ligue d'avoir des locaux à la mesure de ses tâches. Etre un militant marxiste c'est aussi savoir que nos conditions de travail déterminent nos possibilités.

Pour la centralisation de l'organisation, pour épauler l'intervention dans les 95 villes dans lesquelles nous sommes implantés aujourd'hui, et dans les sections parisiennes, nous avons besoin d'une infrastructure importante, même si la répression doit nous obliger à prendre d'autres formes d'organisation du travail central à un moment donné.

Dans les conditions actuelles, une meilleure organisation, permise par de nombreux locaux, pourrait décupler nos possibilités...

Mais les militants révolutionnaires ne se recrutent pas nécessairement dans la grande bourgeoisie. Et il faut trouver l'argent. Nous avons déjà pu réunir dix millions grâce au soutien politique que nous ont apporté de nombreux sympathisants, que nous remercions, et grâce au sens politique de nombreux militants qui n'ont pas reculé devant la tâche ingrate de courir après les toutes petites sommes...

Chercher de l'argent pour le local central est un acte militant. De nombreuses expériences ont montré qu'il n'y avait nulle honte à demander de l'argent : les travailleurs sont tous prêts à comprendre que nous en avons besoin. Le demander publiquement en expliquant pourquoi permet même de riposter à l'avance aux calomnies du P.C. (d'où vient l'argent ?). Faire un appel, organiser la collecte, c'est montrer que l'argent vient directement de la poche des militants et des sympathisants, 20 F par ci, 50 F par là.

Le travailleur qui suit nos activités avec sympathie est tout prêt à nous aider. Il comprendra mieux les problèmes de l'organisation, de la lutte, s'il y contribue lui-même que s'il reçoit sans explication son « Rouge » hebdomadaire comme un journal ordinaire.

De toute manière, dans le travail sur le quartier, sur l'entreprise, il faut concevoir la campagne pour le local comme une campagne politique.

Si, nationalement, cette campagne est organisée avec rigueur, nous aurons bientôt les dix autres millions !

commandez vos livres à la librairie de rouge

● publications diverses

TROTSKY : Ecrits, tome I	12,00 F
Ecrits, tome II (Où va la France ?)	5,00 F
Histoire de la révolution russe (les 2 tomes)	18,00 F
La Révolution trahie	4,90 F
Sur la Deuxième Guerre mondiale	15,00 F
Entre l'impérialisme et la révolution	7,50 F
Le Mouvement communiste en France 1905	47,00 F
	39,00 F
E. H. CARR : La Formation de l'U.R.S.S.	39,00 F
P. BROUE : La Question chinoise dans l'I.C. L'Internationale communiste après Lénine (les 2 tomes)	16,10 F
	30,00 F
A. MARTY : La Révolte de la Mer Noire (les 2 tomes)	25,00 F
NEUBERG : L'Insurrection armée	12,00 F
John REED : Dix jours qui ébranlèrent le monde	4,90 F
MARX-ENGELS : La Guerre civile aux U.S.A.	4,90 F
A. LEON : La Conception matérialiste de la question juive	16,20 F
E. MANDEL : Traité d'économie marxiste (4 tomes)	19,60 F
Initiation à la théorie économique marxiste	4,00 F
La réponse socialiste au défi américain	8,90 F
P. FRANK : La Quatrième Internationale	8,90 F
SAMIZDATI : Textes de l'opposition en U.R.S.S.	20,00 F
LENINE : Œuvres choisies en 3 vol. Le volume	12,50 F
MARX-ENGELS : Œuvres choisies en 3 vol. Le volume	12,50 F
LOEWY : La Pensée de « Che » Guévara	5,90 F
WEINSTOCK : Le Sionisme contre Israël	28,70 F
Le mouvement révolutionnaire arabe	5,90 F
LUKACS : Lenine	5,90 F
LUXEMBOURG : La Crise de la social-démocratie	15,00 F
KRIVINE : La Farce électorale	5,00 F
E. POUGET : Le Sabotage	3,00 F
TRIBUNAL RUSSEL : La Guerre chimique en Asie du S.-E.	11,00 F

● nouveautés :

ROSMER : Moscou sous Lénine (2 tomes) le tome 5,90 F.

LES 31 SEANCES OFFICIELLES DE LA COMMUNE 15 F.

V. SERGE : Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression ..... 5,00 F

REEDITION :
LES QUATRE PREMIERS CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ..... 15,00 F

● publications rouges

LIVRES ROUGES

n° 1 : Mémoires d'un bolchevick-léniniste	12,00 F

DOCUMENTS ROUGES

n° 1 : Contradiction capitaliste et crise monétaire	2,00 F
n° 4 : Le Capitalisme français, maillon le plus faible de la chaine impérialiste	2,00 F
n° 5 : Les Marxistes révolutionnaires et l'enseignement	2,50 F
Spécial : Service national, service du capital	2,00 F

MARX OU CREVE

n° 1 : Marxisme et petite bourgeoisie	2,00 F
n° 2 : Economie et politique dans la pensée de Trotsky	3,00 F

CLASSIQUES ROUGES

n° 1 : La Révolution permanente en Russie (Trotsky)	2,00 F
n° 2 : La Nature de l'Etat soviétique (Trotsky)	2,00 F
n° 3 : Crosse en l'air (textes antimilitaristes 1900-1914)	2,00 F
n° 4 : Classe ouvrière, parti et syndicat (Trotsky)	2,00 F
n° 5 : Le Programme de transition	2,00 F
n° 6 : L'Ennemi est dans notre pays (l'antimilitarisme revol.)	2,00 F

CAHIERS ROUGES

n° 1 : Eléments de théorie économique marxiste	2,00 F
n° 2 : La Médecine confisquée	2,00 F
n° 4 : Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais	3,00 F
n° 5 : L'Intervention en Tchécoslovaquie, pourquoi ?	2,00 F
n°s 6-7 : Théorie et système d'organisation	3,00 F
n°s 8-9 : De l'internationalisme à l'internationale	3,00 F
n°s 10-11 : Dialectique des secteurs d'intervention	4,00 F
Spécial : Le « Complot trotskyste » en Tchécoslovaquie	2,00 F
n° 14 : Vietnam, Laos, Cambodge, même combat	2,00 F
n° 15 : Proche-Orient, de la résistance palestinienne à la révolution socialiste	3,00 F

TAUPE ROUGE

n° 1 : La Lutte des cheminots contre la rentabilisation	2,00 F

SPECIAL

André Marty, révolutionnaire	2,00 F
Spécial Police : Ce que tout militant doit savoir	1,00 F

QUATRIEME INTERNATIONALE

n° 45 : E. Mandel : Du « Nouveau » sur la nature de l'U.R.S.S.	5,00 F
La collection de 50 numéros divers depuis 1952	100,00 F
(plus 10 F pour les frais de ports)	

● publications étrangères

JOURNAUX

The Red Mole (Bimensuel - Grande-Bretagne)	1,00 F
The Militant (hebdo du SWP - U.S.A.)	1,00 F
La Brèche (bimensuel de la LMR - Suisse)	1,00 F
La Gauche (hebdo du PWT - Belgique)	1,00 F

BROCHURES

Document La Gauche n° 1 : E. Mandel : Syndicalisme d'Etat ou de combat	3,00 F
Document La Brèche Capitalisme suisse et travailleurs étrangers	3,00 F
Document Spartacus n° 1 : Le sport, embrigadement des jeunes	1,50 F

● modalités d'envoi

- Les commandes détaillées doivent être envoyées à : « ROUGE », B.P. 201, Paris 19. Accompagnées du chèque postal ou bancaire correspondant.
- Aucun envoi n'est fait contre remboursement.

A toute commande, rajouter 10 % du prix de la commande pour frais de port.

dites-moi n
êtes-vous co

deux journées de débat pas une idée !

La présence de Roger PANNEQUIN, ancien membre du C.C. du P.C.F. exclu en 1953, militant oppositionel actif et membre du Comité d' Initiative national du Secours Rouge, à un «débat» organisé par l'O.C.I. sur la crise du mouvement communiste international, pouvait laisser espérer une réelle discussion, contradictoire et donc fructueuse.

Mais Pierre LAMBERT qui avait signé l'appel avec PANNEQUIN, possède une conception toute particulière du «débat». Les camarades lambertistes ont en effet un mépris assez souverain de la langue française : Pour nous (et les autres) un débat c'est un échange de vues entre personnes d'opinion différente ; pour eux ce n'est jamais qu'un long monologue parsemé de hurlements hystériques, comme sait si bien brailler Stéphane JUST.

Aucun problème important ne fut donc abordé : le rôle actuel du P.C.F. ? l'activité des militants oppositionnels en son sein ? tendance ou fraction ? redressement ou pas ? la portée de la crise actuelle ? les liens du P.C.F. avec l'U.R.S.S. ?

On entendit à la place des appels lancinants - et toujours aussi inefficaces - au Front Unique Ouvrier, proférés par LAMBERT, CHISSEREY, JUST, etc... Les militants du P.C.F. qui étaient censés se rassembler par centaines les 17 et 18 Octobre à la Mutualité, « pour débattre de la crise internationale des partis communistes » furent remplacés par ... d'anciens militants du P.C.F., tous sansexception membres de l'A.J.S. ou de l'O.C.I. depuis quelques années. Le seul membre du P.C.F. présent vint à la tribune pour expliquer en 5 minutes qu'il resterait jusqu'au bout dans son parti «pour discuter». De quoi ? avec qui ? dans quel but ? Cela ne lui paraissait guère important. Détail piquant pour qui connaît les pourfendeurs d' «entrisme» : 2500 lambertistes applaudissent à tout rompre le «pabliste sui gnéris». Cela n'empêchera nullement la résolution finale de parler de «dizaines de militants, membres, exclus, » etc... La coquette virgule marque ainsi la différence entre UN membre et des dizaines d'exclus, lambertistes évidemment.

En bref cela tenait beaucoup plus de la foire-exposition pour amateurs d'idées simples (et pas forcément justes) que du débat. Il en faudra donc pour que soit sérieusement abordée et clarifiée, entre communistes, la crise actuelle du stalinisme. Nous nous y emploierons.

Charles MICHALOUX.

C'est bien connu, les bureaucrates ont bien plus sué leur peur que les bourgeois en Mai 68. Mais l'effroi semble passé puisque l'horizon des luttes sociales - à part quelques aspérités - paraît à Séguy aussi plat qu'une table de négociations dans un salon de Grenelle[1]; la peur du rouge qui faisait tant grimacer Georges Marchais et ses collègues va donc faire place au libéral sourire du «grand parti de la nation toute entière» : Cinquante meetings pour un centenaire sans histoires, où le dialogue saura remplacer l'anathème.

LA MAISON DE VERRE ?

Nous qui étions habitués à être traités comme des chouans contre-révolutionnaires, nous ne pouvons que nous féliciter de telles initiatives. Pourtant, de naturel méfiant, nous sommes obligés de mettre en doute la sincérité des motifs du «New Look» annoncé. Nous n'avons pas attendu d'être invités à regarder dans la «maison de verre» pour comprendre ce qui s'y passe. Quand on prévient qu'aucune assemblée générale de militants du P.C.F. ne pourra se dérouler sans la présence d'un permanent du Comité Central, il est difficile de croire que quelque chose a changé derrière les murs du 44 rue Le Pelletier . Derrière ces murs-là, car par contre derrière les autres, ceux des réunions de cellules, l'atmosphère s'empeste des doutes les plus divers envers le bien fondé de la ligne officielle. Dans les meetings, Marchais et consorts montreront donc qu'ils sont sûrs d'eux, de leur politique, et que la grande digue stalinienne résiste bien aux petites écumes révolutionnaires. Dans les hautes sphères, on semble en effet persuadé que le danger «gauchiste» est passé. Il est vrai que quelques farfelus vraiment gauchistes font parfois plus pour desservir les idées révolutionnaires que Staline, Kroutchev et Brejnev réunis. Malheureusement pour les calculs des bureaucrates, cette espèce est en voie de disparition politique et sur le terrain réel des luttes, les militants communistes sentent de plus en plus la présence d'une force organisée qui intervient activement, en proclamant tout haut ce qu'ils pensent souvent tout bas.

A vouloir désamorcer une bombe comme on noie le poisson, Marchais risque d'accélérer l'explosion. Du malaise au doute, des questions à l'opposition consciente, il y a une route à tracer. Les «Dites-moi, Monsieur Marchais» peuvent aussi servir à cela.

La campagne du P.C.F. ne survient pas dans un climat indifférent. Il n'est qu'à lire les questions suggérées pour s'apercevoir qu'elles ont toutes un caractère défensif, les exclusions, l'unité de la gauche, la Tchécoslovaquie, Mai 68, etc.

Tous les thèmes qu'il suffisait auparavant d'évoquer pour encourir les foudres de la direction sont là, à portée de micro.

Au-delà de la simple récupération il faut y voir une tentative de solution donnée à une crise qui est devenue permanente :

plus la perspective de la démocratie avancée s'éloigne, plus les questions surgissent et le malaise se renforce.

Cela seul montre que si la direction du P.C.F. craint moins le débordement généralisé qu'elle a connu il y a deux ans, elle redoute peut-être plus encore la maturation politique que pourrait susciter dans ses propres rangs une critique révolutionnaire organisée qui la talonne également sur le terrain des luttes locales.

LAZAREFF OU LÉNINE ?

Le nouveau style de propagande du P.C.F. comporte cependant un côté moins réjouissant; il est la plus vaste entreprise de dépolitisation de la classe ouvrière tentée depuis longtemps. Passons sur les formes, les vouvoiements, les Monsieurs, qui poussent à faire débattre les assemblées de

LE POUVOIR ?

La direction du P.C.F. répète inlassablement qu'elle ne prendra pas le pouvoir seule, mais qu'elle instaurera avec ses partenaires de l'Unité de la gauche, «un régime de démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme». Pourtant la réalité de ses partenaires n'est guère évidente aujourd'hui. Les pourcentages électoraux du Parti Socialiste n'ont pas dépassé lors des présidentielles, des élections du 12ème arrondissement de Paris ou de Nancy, ceux du P.S.U. et des révolutionnaires (Ligue Communiste ou Lutte Ouvrière) réunis. Les militants communistes savent parfaitement avec quelles voix se font élire les notables socialistes et avec qui ils gèrent les municipalités. ils se souviendront des grands moments de ce parti «allié» : Léon Blum ,et la «non-intervention» en Espagne, Jules Moch et les CRS contre les mineurs du Nord, Guy Mollet et la guerre coloniale en Algérie et à Suez. Quânt au Parti Radical, il est désormais dirigé - ce qui a l'avantage d'être clair - par un fanfaron anti-communiste et atlantiste notoire. Une «démocratie avancée» gouvernée par de tels partis et de tels personnages ne donnerait pas d'autres résultats que les décrets-lois de 1938 et les restrictions anti-ouvrières de 1947, parce que ces partis avec leurs dirigeants ne sont que les représentants usés mais conscients des intérêts les plus réactionnaires de la bourgeoisie impérialiste. La classe ouvrière leur prête d'ailleurs moins d'attention que la direction du P.C.F. : qui a rencontré une section socialiste dans son usine ou sa localité ?

Mais même si on abandonne l'irréalisme de ce type d'unité qui ne s'est jamais produit qu'au détriment des travailleurs, en France en Finlande, en Indonésie, en Syrie, etc... le P.C.F. est un parti qui est censé lutter pour l'instauration du socialisme. Or les dirigeants parlent d'«une voie pacifique vers le socialisme», qui passerait par l'unité de la gauche et la Démocratie avancée, qui n'excluerait pas le recours à la riposte des travailleurs comme légitime défense contre une attaque de la bourgeoisie envers le régime nouvellement instauré. Fort bien. Pourtant si nous croyons la voie pacifique complètement utopique, nous demandons à la direction du P.C.F. ce qu'elle fait pour préparer les travailleurs à la seconde éventualité, au cas où... Les travailleurs ne sont aujourd'hui nullement préparés à cette hypothèse, non seulement matériellement mais encore politiquement.

Le P.C.F. ne fait rien pour éduquer les travailleurs, dans sa propagande écrite ou orale, sur le problème de la violence bourgeoise; il la masque, afin de se donner des arguments bêlants de pacifisme, comme ceux de la «lutte fratricide» entre la résistance palestinienne et Hussein, le boucher de Amman. Le P.C.F. n'a engagé aucune action de désintégration envers les forces de répression bourgeoise, de l'armée et de la police; ses militants n'y organisent plus aucune cellule pour mener une action quelconque. Le P.C.F. espère-t-il amadouer la police et l'armée en les flattant ?

Que fait par exemple le «parti frère» chilien pour consolider la victoire populaire et la protéger contre la réaction ? Finira-t-il comme l'E.D.A. grecque pour n'avoir pas osé mobiliser les travailleurs contre la droite fomenteuse de complots militaires ? Dans ces conditions la direction du P.C.F. a beau proclamer qu'elle saura changer son fusil d'épaule, le cas échéant, il est clair pour les travailleurs que ce jour-là les fusils manqueront.

LA RÉPRESSION?

Faisant porter aux «gauchistes» tous les péchés de ses propres capitulations, la direction du P.C.F. n'a eu de cesse de les assimiler au pouvoir capitaliste : les «gauchistes-Marcellin» ne surpassaient en horreur que les «fieffés réactionnaires».

Pourtant les seconds se promènent toujours protégés par M. Marcellin, tandis que les premiers subissent chaque jour la répression de ce ministre. La direction a donc dû ajuster ses outrances politiques au niveau des réalités de la prison. Le P.C.F. vient de prendre position, par l'intermédiaire de Roland Leroy, contre l'emprisonnement des militants maoïstes et les lourdes peines qui leurs sont infligées.

Quelques soient les raisons de ce tournant, il faut s'en réjouir; ce que nous faisons. Mais c'est peu en regard de ce qui rest à faire : sortir les militants de prison, et empêcher que d'autres les y succèdent, ces autres-là pouvant bien être un jour des membres de la CGT, de la CFDT, du CNJA ou du PCF. Et seule la mobilisation des masses ouvrières peut arrêter net la répression qui se développe sur la partie la plus faible, la plus isolée, et la plus désorganisée du mouvement révolutionnaire. Sinon de la loi scélérate «anti-casseurs» à la suppression des libertés démocratiques il pourrait se créer des habitudes, contre lesquelles la direction du P.C.F. se trouvera elle même désarmée. Mais l'action du P.C.F. dans ce domaine est pour le moins timide, et on est en droit de poser la question : qu'ont fait le P.C.F. et la C.G.T. contre la loi scélérate (hormis un meeting de figuration) ? Qu'ont-ils fait contre l'emprisonnement des trois soldats de Rennes, Deveaux, Hervé et Trouilleux ? Qu'ont-ils

nr. marchais ommuniste?

travailleurs selon les normes désuètes de la république parlementaire.

Les cellules du P.C.F. ne brillaient déjà pas par leur activité d'agitateurs. Elles sont maintenant contraintes de distribuer un matériel copie-conforme des pires poncifs de l'objectivité bourgeoise. Les entreprises sont déjà abreuvées de feuilles «Flash» comportant pour seul contenu politique la chronologie des évènements de la semaine ou du mois. Que veut-on démontrer ? que le P.C.F. suit l'actualité ? chacun est capable d'en faire autant dans France-Soir, le Monde ou le Dauphiné Libéré.

Où sont donc passées l'agitation-communiste et l'éducation politique des travailleurs sur tous les problèmes de la lutte de classes nationale et internationale ? Marchais préfère Lazareff à Lénine.

En toute logique le P.C.F. devrait doter ses cellules de téléscripteurs afin de recevoir des nouvelles AFP toutes fraîches.

Bientôt les militants n'adhéreront plus au P.C.F. par l'intermédiaire d'une cellule, mais ils donneront leur adhésion à un parti qui ne se manifestera ouvertement que dans les meetings (ou plutôt les «conférences-débats») et au Parlement, ou lors des péripéties électorales. L'activité du P.C.F. dans les entreprises sera réduite au contrôle des syndicats, la propagande aux seules revendications économiques.

Monsieur Marchais, à quoi sert le P.C.F. ?

A ARMES ÉGALES

Il ne faut pourtant pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir vendu. Et le P.C.F. n'est pas mort. Il encadre encore solidement - que cela plaise ou non - les travailleurs de ce pays dans leurs luttes comme dans leurs modes de raisonnement politique.

La campagne de propagande qu'il entreprend doit servir aux militants révolutionnaires à pousser un peu plus vers la résolution de la crise qui y sévit. Mais ce travail n'est pas le travail d'un jour ou de 3 mois de campagne new look. Il faut être présent dans les meetings, tout en sachant que les armes ne sont pas égales. D'un côté les réponses toutes faites, des salles bien encadrées, des esquives bien préparées: de l'autre le maximum de conviction. Mais l'astuce bureaucratique ne peut parer à tout, même si les dépliants du P.C.F. semblent tout prévoir : exemple de question suggérée pour un meeting dans le XVème arrondissement de Paris : le P.C.F. est-il un parti révolutionnaire... touchant de simplicité, et compréhensible par tout le monde, non ?

Marchais aura réponse à tout, mais dans ces conditions, l'effort doit porter sur les questions. Celles-ci doivent s'attacher à illustrer le chemin qui mène du malaise des meilleurs militants du P.C.F. à la cohésion des marxistes révolutionnaires. Elles doivent reprendre précisemment les problèmes qui se posent aux militants communistes pour les affronter à l'assurance de la bureaucratie stalinienne du PCF. Elles doivent conduire ces militants à approfondir leur critique en une véritable opposition à la ligne réformiste d'un parti qu'ils ont cru révolutionnaire.

Cela ne peut porter ses fruits qu'en se placant sur le terrain des militants honnêtes du P.C.F et non de l'extérieur en invectivant la direction. Sans concessions, le débat doit partir de leurs préoccupations, et non planer dans les heuteurs du dogmatisme polémique. Il doit leur démontrer que toutes les questions évitées par Marchais et les dirigeants trouvent des réponses dans notre programme, dans notre activité quotidienne dans notre organisation.

Cela ne sera sans doute pas clair dans un meeting, mais le deviendra, par leur expérience propre. Et ils poseront alors la vraie question:«Dites-moi Monsieur Marchais, êtes-vous communiste ? ».

CH. MICHALOUX.

répondu à l'agression de Jean Pierre Speller par une bande armée et conduite par le fils de Kaspereit ? Comment ont-ils réagi à l'assassinat d'un de leurs propres militants par le CDR d'Arras lors des législatives de juin 68 ? Ces silences successifs aboutiront-ils à une nouvelle absence de luttes contre les arrestations, les saisies et les verdicts actuels ? Dans le cas que nous espérons contraire, il faut que l'unité la plus large, sans exclusive, se réalise contre la répression bourgeoise, dans l'intérêt même du mouvement ouvrier, afin de le protéger contre les menées policières du pouvoir.

A moins de réanimer le Secours Populaire, qui est depuis longtemps évanoui dans la charité aux victimes des cataclysmes, la question d'une organisation unitaire qui remplisse cette tâche est posée. Et cette question trouve aujourd'hui un début de réponse dans la construction du Secours Rouge. Les militants communistes ouvriers et syndiqués de toutes tendances y ont leur place aux côtés de tous ceux qui sont décidés à livrer ce combat décisif. La nature des idées politiques des militants actuellement emprisonnés ne doit pas entrer en ligne de compte; le P.C.F. et le Secours Rouge International n'ont-ils pas organisé jadis une gigantesque campagne contre la détention des anarchistes Sacco et Vanzetti? Les maoistes et les trotskystes d'aujourd'hui sont-ils pires aux yeux du P.C.F. que les anarchistes d'alors ? Or il est évident que la répression exercée contre les militants par dessus leur tête s'adresse également à tout le mouvement ouvrier. Si celui-ci recule d'un pouce, le pouvoir pourra avancer d'une pierre sa horde de CRS dans les usines et dans les banlieues ouvrières. S'opposer aux volontés caporalistes de Marcellin, c'est donc servir la classe dans son combat élémentaire et quotidien pour la liberté d'expression et de revendication.

Dites-moi Monsieur Marcellin , luttez-vous contre la répression ?

L'INTERNATIONALISME ?

Après plusieurs années de lutte armée contre le fascisme et le nazisme, après la prise du pouvoir par les milices ouvrières appuyées par l'Armée Rouge, après l'instauration d'un État ouvrier dans un des pays les plus industrialisés d'Europe, après 20 ans du régime, le socialisme tchécoslovaque était, parait-il, en danger au point qu'il faille 600.000 hommes de troupe pour le restaurer. Depuis la réprobation polie de son Bureau Politique, la direction du P.C.F. reste muette devant la «normalisation» de Husak-Bilak-Indra. Elle ne lève pas le petit doigt pour empêcher la préparation des procès staliniens contre les rédacteurs du Manifeste des 2.000 mots, et contre les militants trotskystes. Elle s'indigne à peine du retrait à London de sa nationalité tchécoslovaque. Elle ne désserre pas les lèvres contre la vague de licenciements qui submerge les militants du Printemps de Prague, les privant d'un droit élémentaire dans une société socialiste (qui doit même rééduquer les criminels) : le droit au travail.

En fait par son silence, elle couvre la répression contre les militants communistes de Tchécoslovaquie, comme elle se tait sur les atteintes à la liberté commises chaque jour en U.R.S.S.

Elle trouve une seule justification à son attitude : la non ingérence dans les affaires du Parti Communiste de Tchécosovaquie. Pourtant le dernier Congrès légal du PCT est bien le 14ème Congrès, tenu clandestinement dans une usine sous la protection des travailleurs. Ce congrès-là n'a jamais décidé la «normalisation»; c'est Brejnev et Kossyguine qui le firent à sa place, en destituant toutes les instances de la République et du Parti.

De quel PCT parle donc la direction du PCF ? Il n'y en a qu'un qui existe; qu'on soit d'accord ou non avec la ligne hésiitante de Dubcek, c'est dans celui-là qu'il aurait fallu commencer à ne pas s'ingérer.

Et puis le PCF n'a pas hésité à condamner la politique du PC chinois. Pourquoi hésite-t-il donc à dénoncer le Panzer-Kommunisme de Prague ? Y aurait-il deux poids et deux mesures?

Plus simplement la direction du PCF à défaut d'avoir des principes révolutionnaires qui guident ses positions politiques dans le mouvement communiste international, n'est-elle pas tout bonnement au diapason du Kremlin, dans toutes ses violations de la légalité socialiste?

Pour un Communiste il n'est pas possible d'avoir des principes sur l'internationalisme prolétarien d'un côté, des attitudes diplomatiques et complices de l'autre.

Etre Internationaliste prolétarien, c'est livrer une bataille incessante contre tout ce qui nuit au socialisme, d'où que vienne l'attaque. Etre communiste c'est aussi se battre pour cela, en dénonçant la parodie de liberté qui se joue en Tchécoslovaquie, appuyée par la restauration du stalinisme par ses méthodes et par le culte de Staline en URSS. C'est egcore travailler à l'unité du mouvement communiste en déclarant dans ce but, la guerre permanente à la bureaucratie usurpatrice. Lénine et Trotsky le firent en fondant la IIIème Internationale contre les capitulations des sociaux-démocrates de la Seconde. Ce combat continue aujourd'hui sous le drapeau de la IVème Internationale. Et sur ce plan les idées seront de plus en plus partagées par les communistes défenseurs de l'internationalisme prolétarien.

Dites-moi Monsieur Marchais, 50 ans après Tours, votre Parti est-il communiste?

soljenitsyne

un hommage visqueux :

«Il ne faut pas laisser Soljénitsyne écrire», déclare Cholokhov. Cette affirmation d'un prix Nobel de littérature (1965) donne le ton de la campagne qu'entretiennent en U.R.S.S. de minables petits rédacteurs de revues à prétentions «culturelles» contre Alexandre Soljénitsyne. Dans les deux articles consacrés au nouveau prix Nobel, publiés par l'Humanité, on cherchera en vain la mention de l'interdiction de la publication en U.R.S.S. du «Premier Cercle» et du «Pavillon des Cancéreux».

«L'oeuvre de Soljénitsyne demeurera.» écrit Wurmser. Mais il ne juge pas utile d'informer ses lecteurs que les travailleurs soviétiques ne peuvent lire Soljénitsyne.

Ainsi en aura décidé un de ces petits Jdanov qui reçoivent leurs ordres du sommet du Parti et que Soljénitsyne dénonçait dans sa célèbre lettre au IVème Congrès des Ecrivains Soviétiques : «la censure impose aux écrivains la volonté de gens littéralement analphabètes.».

Analphabètes, les lecteurs de l'Humanité ne le sont pas; mais lire la prose de Stil et de Wurmser comporte des risques...

Ceux-ci ne disent pas : Soljénitsyne a fait huit ans de travaux forcés dans un camp. Ils parlent de «cruel destin». Ils ne disent pas que Soljénitsyne a été exclu de l'Union des Ecrivains . Ils parlent de «mesure administrative». Ils ne disent pas que la publication des livres de Soljénitsyne est interdite en U.R.S.S. ,ils écrivent :«un jour, l'oeuvre d'Alexandre Soljénitsyne trouvera sa place dans la littérature soviétique.» L'hypocrisie est criante. L'Humanité ment à ses lecteurs. Sciemment. Parce qu' il est difficile de faire comprendre aux militants communistes que le plus grand écrivain russe contemporain est traité dans son pays comme un criminel. Censuré, interdit, calomnié, exclu, Soljénitsyne est dangereux pour le pouvoir bureaucratique.

«Les oeuvres de Soljénitsyne sont plus dangereuses que celles de Pasternak. Pasternak était un homme dégouté de la vie, alors que Soljénitsyne a un tempérament vif, batailleur, idéologiquement déterminé. C'est un homme qui a des idées,» s'écrie un bureaucrate intellectuel du nom de Souskov chargé de l'inquisition contre Soljénitsyne.

Les idées de Soljénitsyne ne sont pas celles de Brejnev. La bureaucratie stalinienne ne peut le laisser parler.

Wurmser, depuis 30 ans, mène une carrière de polémiste stalinien, bilieux et belliqueux. Bavant sur les accusés des Procès de Moscou, traitant d'agents de la C.I.A. ceux qui parlaient de Camps de concentration en U.R.S.S. à une époque où Soljénitsyne y moisissait, Wurmser, chantre du réalisme socialiste, véritable Attila de la pensée, continue de mentir. Il trompe ,heureusement, de moins en moins de monde.

Patrick FRESNEL.

les gros souliers de m. marcellin

le piège

Nous avons souvent expliqué dans « Rouge » que l'ampleur de la répression qui frappe aujourd'hui les maoïstes s'expliquait essentiellement par leur vulnérabilité. Le procès Geismar et l'attitude de ses « partisans » mérite qu'on revienne sur ce problème, si l'on veut combattre ces mesures autrement que par la guerre des slogans. Le pouvoir, en effet, a compris qu'il pouvait actuellement bénéficier d'une période relativement courte pour porter des coups aux groupes révolutionnaires. Pour cela, il a su utiliser habilement un certain nombre d'atouts.

Face aux couches moyennes mécontentes de la politique de concentration de la grande bourgeoisie et désemparées par le manque de perspectives du côté des organisations ouvrières traditionnelles, Marcellin s'est présenté comme le « défenseur de l'ordre ». En ce domaine, la tentative n'a pas pleinement réussi, le malaise des petits paysans et des commerçants étant trop profond pour être résolu par la promesse classique de la paix sociale.

La politique de répression nécessitait également un accord tacite des organisations ouvrières. Si celui-ci a pu être obtenu pendant plusieurs mois, grâce notamment au développement d'une politique contractuelle avec les syndicats, là encore, le but n'a pas été totalement atteint : le vote des lois scélérates et le début de répression au sein des entreprises obligent le P.C. à changer de vocabulaire et à s'émouvoir, au moins verbalement, de l'ampleur des peines de prison infligées aux « gauchistes-Marcellin ».

La troisième offensive du pouvoir visait à pratiquer dans un premier temps une répression sélective contre les groupes révolutionnaires, en limitant l'essentiel des mesures répressives au groupe le plus vulnérable, de façon à l'isoler des autres groupes et des travailleurs. Or, sur ce plan, on doit constater que les maoïstes sont tombés dans le piège. Après l'échec total de leur « campagne d'été », ils ont continué leur politique de substitutisme pour sombrer dans le fiasco des « journées Geismar ». Refusant d'ouvrir les yeux après les mini-barricades du procès Le Dantec, ils ont confondu les masses avec leurs propres commandos, ce qui permet à Geismar d'affirmer que le peuple était dans la rue. C'est sur cette lancée qu'ils ont avancé pour le 20 octobre les mots d'ordre « A chacun son flic », « Le peuple dans la rue », etc. Assurés d'être eux-mêmes les masses en révolte et pris dans une logique de surenchère verbale, ils n'ont pas hésité en « assemblée générale » à Censier à préparer devant tout le monde l'affrontement entre « les masses » et Marcellin. Malheureusement pour eux, si les masses marcellinesques étaient au rendez-vous, les travailleurs n'y étaient pas. Se substituer aux masses dans une période de répression n'est pas une farce, mais peut tourner à la tragédie. Lorsque 400 maoïstes scandent à la Mutualité qu'ils sont « tous des fedayins » ou « des Vietnamiens », cela tient de l'incantation, mais cela ne permet pas de faire avancer d'un pouce la conscience des travailleurs.

Il est temps que les maoïstes ouvrent les yeux pour s'apercevoir que la « nouvelle résistance » n'a rien à voir avec l'ancienne, que la C.G.T. ne rase pas les murs à Renault, comme ils l'écrivaient récemment, mais vient au contraire d'atteindre le chiffre record de 70 % aux élections ; qu'on n'abolira pas la répression par un combat singulier avec les flics, ou l'exploitation en envoyant la maitrise à l'hôpital. La tâche des révolutionnaires n'est pas de « servir le peuple » en lui donnant du caviar « pris aux riches » ; elle n'est pas non plus de se prendre pour le peuple dans des combats perdus d'avance parce que se situant sur le terrain proposé par l'adversaire de classe. Le rôle des révolutionnaires, c'est de partir de la situation telle qu'elle est et de trouver toutes les médiations politiques, tactiques et organisationnelles pour aboutir au véritable affrontement entre la masse des travailleurs et le pouvoir bourgeois. La politique impatiente des raccourcis n'ébranle pas la bourgeoisie, mais risque d'aboutir à l'autoliquidation. La bourgeoisie préfère les révolutionnaires en prison plutôt que dans les usines. Malgré vous, camarades maoïstes, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour vous libérer. C'est notre intérêt, c'est celui de l'ensemble des travailleurs.

Alain KRIVINE.

« A Paris, au cours d'une de ses visites à un foyer fantoche pour étudiants vietnamiens, Nguyen Cao Ky et sa suite ont été accueillis par la population française à coup de pots de peinture. Il a déclaré après : « La peinture, c'est rien ; tout au plus cela salit les vêtements. S'ils sont forts, qu'ils viennent se mesurer avec moi, révolver à la main. Si nous avions été à Saigon, « mes » hélicoptères les auraient tous abattus ». Imprudente déclaration quand on sait que le voyage n'est pas encore terminé. On comprend mieux sa femme qui avait dit à ses proches en partant : « Priez pour nous pendant tout le voyage, vous qui resterez. »...

(Extrait du **Bulletin d'information** - bureau d'information du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam à Paris.)

E. Kagan.

la mobilisation du 19 octobre

La lourdeur des peines infligées aux militants maoïstes inculpés de reconstitution de ligue dissoute, la multiplication des arrestations, des saisies de journaux, des perquisitions, tout cela devait servir à préparer le procès d'Alain Geismar. Pour la bourgeoisie, un seul objectif : frapper, faire des exemples, intimider. Mais surtout, isoler les révolutionnaires, ne leur laisser pour marge d'action que des actions minoritaires ou putchistes, devant justifier aux yeux de l'opinion publique la répression qui les frappe.

La bourgeoisie attaque les plus vulnérables ; par la surenchère verbale, leur impréparation politique et militaire, et surtout par leur isolement, les maoïstes constituaient la cible rêvée. Les divergences qui nous opposent à eux sont considérables. Elles ne sont pas d'ordre moral ; il ne s'agit pas de reprocher à la G.P. sa violence (plus verbale que physique) ou sa pseudo-intransigeance. Ce que nous reprochons fondamentalement à ce courant, c'est d'être la traduction de l'impatience révolutionnaire, c'est de vouloir emorunter tous les raccourcis, quitte à s'aliéner l'opinion publique et le mouvement ouvrier.

Il n'empêche que tous les révolutionnaires se devaient de réagir à l'aggravation de la répression, et l'annonce du procès de Geismar devait être l'occasion de manifester la mobilisation des militants révolutionnaires. En prenant l'initiative de faire de la journée du 19 octobre une journée de manifestations, la Ligue Communiste entendait ainsi montrer que le combat pour la libération de tous les militants emprisonnés nous concerne tous, qu'avant Geismar, il y avait eu Devaux et Trouilleux, Frédérique Delange, Levy Leblond, et qu'après lui, il y en aurait d'autres.

DEROULEMENT DE LA JOURNEE

Devant le refus des directions nationales des diverses organisations de préparer une riposte unitaire, il ne nous restait plus qu'à prendre nos responsabilités :

— là où c'était possible, la consigne était d'organiser à la base des manifestations unitaires décentralisées ;

— il fallait organiser, d'autre part, des initiatives centrales de la Ligue, seule garantie nous permettant d'envisager la tenue effective d'une manifestation ;

Le matin, à 7 h 45, 200 militants manifestent devant l'annexe du ministère de la Justice, Bd Raspail. Des inscriptions exigeant la libération des militants emprisonnés sont tracées, pendant que dix sacs de peinture rouge et blanche sont déversés contre la façade.

A midi, une centaine de lycéens organisent un lâcher de tracts place de la République.

L'après-midi, trois initiatives se dérouleront :

Une manifestation à Argenteuil, organisée unitairement par la Ligue Communiste, le P.S.U. et V.L.R. dans le cadre du Secours Rouge.

Dans le 15e arrondissement, 250 militants du Secours Rouge 13e, 14e, 15e, Droit, Sciences Po et Necker défilent pendant 20 minutes aux cris de « A bas la répression » et de « Libérez Geismar ». La dispersion se déroule avant que la police n'ait pu intervenir.

A 19 heures enfin, 1.200 militants de la Ligue Communiste se retrouvent de nouveau devant l'annexe du ministère de la Justice. Ils répondent par une salve de pavés aux lacrimogène tirées par les flics. Puils ils manifestent dans l'ordre pour se disperser après une prise de parole à proximité de Saint-Germain-des-Prés. Cette journée a démontré ce que permet une mobilisation organisée et disciplinée, et ce que ne permettent pas les bravades, les rodomontades verbales et les seules actions de commandos. Choisir la journée du 19, c'est-à-dire un jour où le dispositif policier à Paris n'était pas encore mis en place totalement, tenter de concilier des mobilisations de masse et des objectifs significatifs, tels étaient les impératifs. Et à ceux qui nous reprochent de « construire une organisation », nous pouvons répondre que c'est là la seule garantie permettant de réaliser les objectifs que nous nous fixions : plus d'une centaine de militants, responsables des groupes de 10, étaient au courant de l'objectif final dès 17 h. 15. Rien n'a été éventé, cela se passe de tout commentaire. En la matière, seules payent la discipline et l'organisation.

Quant au choix des objectifs, il se voulait réaliste : personne n'a pris au sérieux les appels de V.L.R. et de la Cause du Peuple, à manifester le 20 devant le Palais de Justice et à Denfert-Rochereau. Et nous disons : « tant mieux ». Il est temps d'en finir avec les manifestations centrales à ... Beaujon. Quant aux attaques de Citroën et d'une perception, elles ont permis deux choses ; d'abord de prêter le flanc à une campagne de presse assimilant gauchisme et terrorisme. D'autre part faire arrêter sept militants...

CE N'ETAIT QU'UN DEBUT

La journée du 19 ne doit en aucune façon être considérée comme une fin en soi, comme une manière de se donner bonne conscience. Cette journée, et la manifestation P.S.U.-V.L.R. du lendemain, laissent aussi entrevoir ce que pourraient être les fruits d'une mobilisation politique prolongée, unitaire et de masse, si le secours Rouge jouait le rôle qui peut être le sien ; n'être ni une machine de guerre anti-syndicale, ni la caisse de résonnance de l'une des organisations politiques, mais bien l'instrument de campagnes unitaires clairement définies.

Plus que jamais, le combat pour les libertés politiques, pour la libération des militants emprisonnés, reste à l'ordre du jour. Il passe par la lutte contre le retour à l'ordre dans les lycées et les facultés ; il passe par la lutte dans les entreprises contre les cadences, la hiérarchie, les conditions de travail ; Il passe enfin par la commémoration que nous fêterons dignement du centenaire de la commune de Paris. Laissons à l'U.E.C. et à l'A.J.S. le soin de vendre de fausses cartes U.N.E.F. dans les facultés en guise de mobilisation. Laissons le soin aux bureaucrates de la gauche de préparer les municipales. D'autres tâches nous attendent. Nous les mènerons dans l'unité, avec la rigueur qui faudra.

M. LUDO.

recherché pour meurtre

Pierre Vidal Naquet, âgé de 25 ans, militant maoïste, a été condamné voici quelques mois à deux mois de prison ferme et à la privation des droits civiques par le tribunal correctionnel de Besançon. Le motif : il avait organisé dans la ville une manifestation pacifique de travailleurs algériens pour protester contre les conditions répugnantes dans lesquelles ils étaient logés. La bourgeoisie de Besançon, capitale de la montre française (Lip, Kelton, Yema), de la Rhodiaceta, a ses traditions séculaires : le sort des travailleurs défavorisés revient de droit aux dames patronnesses et à elles seules. C'est ainsi, par exemple, que les femmes des patrons organisent tous les ans une grande kermesse de charité, au cours de laquelle elles distribuent leurs vêtements usagés aux travailleurs méritants...

Condamné donc pour « organisation de manifestation interdite », Pierre Vidal Naquet fait appel : légalement, l'appel est suspensif et le condamné ne doit pas accomplir sa peine avant l'arrêt de la Cour d'Appel. Celle-ci confirme la peine contre Pierre Vidal Naquet. Il introduit alors un recours en Cours de Cassation. Là encore, le Code pénal bourgeois est formel : un tel recours est aussi suspensif. Pierre Vidal Naquet reste donc toujours, de plein « droit », en liberté provisoire.

Entre temps, il trouve du travail sur un chantier de Nevers. Mais survient le procès Geismar. On s'affolle. Cet individu dangereux ne peut être laissé en liberté. Samedi 17 octobre donc, il est arrêté sur son lieu de travail — malgré notre sacro-saint Code Pénal. Bien entendu, il faut donner une explication à ses camarades de travail — et à ses patrons. Une explication saine et qui close le bec à tous : alors la gendarmerie locale a une idée de génie. Elle explique calmement que P. Vidal Naquet est recherché « pour une affaire de meurtre ». Dans un premier temps, cela fait taire les questions des plus curieux. Mais ensuite on interroge quand même : quel meurtre ? Les gendarmes ne se dégonflent pas. Il est l'auteur des rafales de mitraillettes contre le Palais de Justice de Besançon. Bien entendu, le fait que l'on ait arrêté depuis longtemps les vrais auteurs, truands ex-O.A.S., ne les trouble pas. Ce qui compte, c'est l'effet produit... Pierre Vidal Naquet est maintenant en prison, en violation du Code Pénal. Peut-être sera-t-il relâché. Mais de toute manière il a perdu son travail : qui le reprendra ? Opération positive donc, de toute manière, pour les sous-ordres de Marcellin.

activités du secours rouge

Marseille - Meeting pour la libération des militants emprisonnés avec près de 1.000 personnes.

Grenoble - Le meeting a réuni près de 200 personnes malgré la crise qui a secoué le Secours Rouge et les affrontements physiques entre militants mao-spontex et A.J.S.

Colombes - Meeting de constitution d'un comité sur la ville avec environ 150 personnes dont de nombreux militants ouvriers venus participer à un débat avec Hertzberg, Rocard et Krivine.

Rouen - A l'appel du Comité universitaire du Secours Rouge, plusieurs centaines de militants répartis en trois groupes ont manifesté dans la ville pendant plus d'une heure, pour réclamer la libération de Geismar et des militants emprisonnés.

Paris - Près de 5.000 personnes ont participé au meeting de la Mutualité organisé par le Comité d'initiative du Secours Rouge. Hertzberg, M. Reberioux, Chaigne, Verges, Tillon et Halbwachs ont pris la parole.

Nantes - Meeting de 600 personnes pour la libération des militants emprisonnés.

l'a.j.s. et la répression

L'A.J.S. se targue volontiers d'être une « puissante organisation de jeunesse »... « la deuxième organisation de jeunesse après les Jeunesses communistes » ! Mais (contrairement aux Jeunesses communistes) l'A.J.S. affirme vouloir s'opposer à la répression qui frappe les groupes révolutionnaires. Pourtant (conformément à l'exemple des Jeunesses communistes), **cette « puissante organisation » n'a pas daigné lever le petit doigt pour organiser concrètement la défense des militants emprisonnés.** L'A.J.S. boycotte les organisations de Secours Rouge (comités de base, comité d'initiative) ; elle n'a pas jugé utile de mobiliser pour les meetings de protestation organisés en banlieue et en province dans le cadre de la campagne Geismar. Ses militants, toujours prompts à agripper le passant lorsqu'il s'agit d'obtenir une signature pour la pétition Speller, Tiran ou Hascouët, n'ont pas daigné honorer de leur présence les meetings centraux, en septembre et octobre, à la Mutualité. Quant aux manifestations du 19 octobre, l'A.J.S. a décliné nos invitations : elle ne descend dans la rue que derrière Séguy, Descamps et Bergeron... Mais peut-être l'A.J.S. dédaigne-t-elle le Secours Rouge, parce que, organisation de masse, elle entend assumer elle-même directement la lutte contre la répression ?

Il n'en est rien : **face aux verdicts scandaleux qui frappent les militants maoïstes, sa protestation se borne à quelques articles de presse** (mais n'est-ce pas le minimum au moment où même « l'Humanité » et « l'Aurore » marquent leur réprobation ?).

QUAND CHARLES BERG ECRIT A MARCELLIN

C'est dans ce contexte de passivité absolue que Charles Berg juge bon d'envoyer une « **lettre ouverte à M. Marcellin** », dans laquelle le secrétaire national de l'A.J.S. quémande la publication au « **Journal officiel** » des statuts de son organisation en des termes pour le moins surprenants. Passons sur le ton obséquieux : « ... **C'est dans des circonstances particulièrement éloignées de la sérénité nécessaire que vous avez pris cette mesure** (le décret du 11 juin 1968) **contraire, pensons-nous, Monsieur le Ministre, à ce que le citoyen attend du magistrat pour reprendre l'expression de Monsieur le garde des Sceaux** »...!

Ce qui nous paraît particulièrement choquant dans une lettre envoyée à un ministre de l'Intérieur par un militant qui se réclame du trotskysme, c'est une proposition comme celle-ci : « ... **Je ne veux pas croire que vous laisserez s'installer dans ce pays des pratiques qui répandent le mépris de la légalité et du droit** »...! Le camarade Berg ne manque pas de souffle ! Des dizaines de militants sont emprisonnés pour avoir diffusé un journal non interdit dont le directeur n'est pas inquiété ; deux étudiants sont condamnés à un an de prison ferme parce qu'ils ont distribué un tract signé « les maoïstes ». Deux jeunes chômeurs, Raton et Munch, croupissent deux ans en prison avant d'être acquittés ; la presse révolutionnaire est traquée sur les marchés et à la porte des entreprises ; des centaines de militants ouvriers sont licenciés ; des milliers de travailleurs immigrés sont expulsés ; à Besançon, un travailleur de la Rhodia est arrêté « par erreur », mais condamné à huit jours de prison pour rebellion à agents ! On pourrait remplir ce journal tout entier de faits de répression arbitraire dont Marcellin est responsable depuis mai 68. Mais Charles Berg, impertubable, exhorte le ministre de l'Intérieur à « NE PAS LAISSER S'INSTALLER dans ce pays des pratiques qui répandent le MEPRIS DE LA LEGALITE ET DU DROIT ». On croit rêver. Non seulement Berge laisse entendre que l'arbitraire policier ne règne pas de longue date « dans ce pays » (puisqu'il est question de ne pas le laisser **s'installer**), mais encore c'est par souci de la bonne réputation de « la légalité et du droit » que le secrétaire national de l'A.J.S. adjure le ministre de l'Intérieur de se ressaisir ! Quand on se souvient que cette légalité vient de s'enrichir d'une « **loi anticasseur** », on trouve les propos du camarade Berg particulièrement édifiants. A trop coller aux staliniens, on finit par se laisser aller à des écarts de langage !

POURQUOI L'A.J.S. BOYCOTTE LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION

En d'autres circonstances, nous nous serions certainement abstenus de relever cette perle réactionnaire. Mais il se trouve qu'elle éclaire d'un jour particulier le refus de l'A.J.S. de participer à la mobilisation pratique pour la défense des militants emprisonnés.

On sait que le recours en Conseil d'Etat contre le décret de dissolution de 12 organisations révolutionnaires a été rejeté pour toutes les organisations dissoutes sauf pour les organisations lambertistes. Cette discrimination s'explique aisément : le Conseil d'Etat a constaté qu'en effet, le dossier de la F.E.R.-O.C.I.-Révoltes était particulièrement indigent ; en mai 1968, ces organisations ont déployé un trésor d'énergie pour empêcher l'affrontement entre étudiants et policiers. Le 10 mai, la F.E.R. poussait son zèle modérateur jusqu'à venir en cortège au pied des barricades afin de dissuader les étudiants d' « aller au massacre » et les exhorter à rentrer se coucher ; loin de prôner la violence révolutionnaire, ces organisations ont passé le plus clair de leur temps à réclamer aux directions bureaucratiques du mouvement ouvrier l'organisation d'une manifestation centrale. Et lorsque le 13 mai, à la suite de la défaite infligée au pouvoir par la nuit des barricades, les directions ouvrières ont été contraintes de bouger, la F.E.R.-O.C.I. expliquait à qui voulait bien l'entendre (c'est-à-dire pratiquement personne) que la manifestation avait lieu en raison de son insistance !

Tout le monde connaissait parfaitement l'attitude hyperlégaliste de la F.E.R.-O.C.I. en mai 68, relatée quotidiennement dans tous les journaux et analysée dans une centaine de chroniques des évènements. **En cassant le décret de dissolution des organisations lambertistes le Conseil d'Etat se donnait à bon compte des allures d'indépendance à l'égard de Marcellin** à un moment où s'annonçait les procès maoïstes de l'automne en Cour de Sûreté de l'Etat. Ce qui, de plus, s'inscrivait dans la tactique de répression diversifiée du pouvoir. Telle est l'explication qui s'impose comme une vérité d'évidence à toute l'extrême gauche révolutionnaire.

Mais telle n'est pas, bien évidemment, l' « explication » de l'A.J.S.-O.C.I. Pour les dirigeants lambertistes, les choses sont beaucoup plus simples : c'est la juste ligne de l'A.J.S. et de l'O.T. qui a fait reculer le gouvernement ! De même que c'est le mot d'ordre de la F.E.R.-O.C.I. qui a contraint les directions C.G.T., C.F.D.T., F.O., F.E.N., P.C.F., F.G.D.S., C.I.R. à descendre dans la rue le 13 mai 1968 (!), de même, c'est la puissance de l'A.J.S.-O.T. qui a imposé la décision « démocratique » du Conseil d'Etat !

Le dernier numéro de « Jeune Révolutionnaire » écrit sans sourciller : « Déjà la décision du Conseil d'Etat de casser le décret du 11 juin pour Révoltes, la F.E.R. et l'O.C.I. atteste la volonté d'une partie de l'appareil de ne pas affronter directement une réaction des travailleurs, des militants, des jeunes. » Pensez donc : affronter l'A.J.S., l'O.T., les C.A.O., le F.U.O., l'I.R.J.... Pombidou doit trembler dans ses chausses.

NOUS SOMMES TOUS CONCERNES

Il reste que la direction de l'A.J.S. (qui possède entre autres choses une prodigieuse capacité d'automystification) doit croire partiellement à ces contes de fées. C'est ce qui explique peut-être son boycott des luttes contre la répression et son refus de participer au Secours Rouge. Protégée par sa « juste ligne » et sa « puissante organisation », l'A.J.S. ne se sent peut-être menacée. Ce serait de sa part commettre une lourde erreur. Certes, le type d'initiative qui lui est familier (conférence de ceci, rassemblement de cela, en vue d'imposer aux directions ouvrières des assises ou une manifestation) ne l'expose pas beaucoup ; infiniment moins en tout cas que ceux qui utilisent leur « puissance organisationnelle » pour mobiliser directement sur le terrain de l'affrontement avec l'Etat bourgeois (campagne armée, transports, travailleurs immigrés, initiatives de rue, etc.) et non comme une force de pression parasitant les appareils. Il demeure que la politique répressive du pouvoir vise toute l'extrême gauche et au-delà toute lutte de masse non intégrée. Si on laisse sans réagir condamner à de lourdes peines de prison des diffuseurs de tracts et de journaux, c'est toute activité politique révolutionnaire qiu sera réprimée demain. L'A.J.S. doit prendre sa place au Comité d'initiative du Secours Rouge (1). C'est cela aussi choisir son camp.

Henri WEBER.

(1) La raison invoquée par les lambertistes pour bouder le Secours Rouge (dénonciation de l'A.J.S. par le Secours Rouge grenoblois, en des termes par ailleurs inadmissibles), n'est pas suffisante et n'excuse de toute façon pas leur passivité face à la répression.

Marx
Engels
Ecrits
militaires

Théorie et stratégie

L'Herne

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL ET INÉDIT

Un volume 13,5×X 21, 664 pages, 56 francs
Envoyer les commandes à :
L'HERNE
41, rue de Verneuil,
PARIS 7è.
C.C.P. PARIS 18.107.16.

COMMUNIQUE

Pour la troisième fois depuis un mois un attentat a été commis contre les vitrines des Librairies François Maspero et les locaux des Editions.

Comme les autres fois, François Maspero ne porte pas plainte. Il rappelle à ce sujet que depuis plus de deux ans aucune suite n'a été donnée à la plainte déposée contre le préfet de police pour l'attentat commis en mai 68 par des forces de police en uniforme à coups de grenades lacrymogènes dans les locaux fermés de la librairie, attentat qui avait causé plusieurs blessés graves...

Le lundi 19 octobre, la II[e] Chambre correctionnelle a prononcé deux nouvelles condamnations contre François Maspero pour l'édition de la revue Tricontinental, édition française : la première de 1.800 F d'amende, la seconde de 1.800 F d'amende et un mois de prison avec sursis. Ce qui porte à plus de 10 millions d'anciens francs le montant des amendes prononcées contre lui depuis le début de l'année.

François Maspero réaffirme sa volonté de poursuivre la publication de la revue, comme la diffusion de la **Cause du Peuple.**

Les éditions François Maspero s'élèvent contre les diverses formes de répression dont elles sont l'objet, dont la moindre n'est pas que plusieurs membres de sa rédaction sont continuellement escortés par des fonctionnaires de police en civil.

François MASPERO.

sauvons izko et ses camarades !

Six jeunes militants basques de l'E.T.A. vont être condamnés à mort le 31 octobre prochain !

XABIER IZKO, 28 ans, ouvrier typographe ;
EDUARDO URIARTE, 24 ans, étudiant ;
MARIO ONAINDIA, 24 ans, employé ;
JOAQUIN GOROSTEGUI, 25 ans, ouvrier mécanicien ;
XABIER LARENA, 23 ans, étudiant ;
JOSE MARIA DORRONSORO, 28 ans, étudiant ;

doivent comparaître à cette date devant le tribunal militaire de Burgos, contre eux est requise la peine de mort.

L'accusation : ils sont tenus pour responsables de l'exécution de Meliton Manzanas, chef de la police politique de Saint-Sébastien et tortionnaire achevé, le 2 août 1968.

Les preuves : aucune. Des « aveux » obtenus sous la torture, mais non reconnus. Qu'importe ! La dictature franquiste s'est dotée d'une juridiction sur mesure : la procédure « Sumarisimo » qui permet au tribunal de prononcer une condamnation sur sa seule « conviction morale », en l'absence de toute preuve matérielle.

C'est ainsi que risque de s'allonger sinistrement la longue série de crimes de la dictature.

UNE LONGUE SERIE DE CRIMES

Juin 37: Bilbao tombe aux mains des troupes franquistes qui ouvrent la voie à une répression sauvage contre le peuple basque. Les exécutions massives qui seront de règle dans toute l'Espagne vont se combiner ici avec une oppression nationale spécifique ; l'interdiction de la langue basque allant jusqu'à effacer les noms gravés sur les pierres tombales.

Cette répression féroce, systématique est la cause principale de la survivance et de la renaissance d'une conscience nationale dont les transformations socio-économiques de ces dix dernières années avaient pourtant détruit la base sociale.

C'est ce qui explique également que, malgré une classe ouvrière puissante au pays basque la nouvelle avant-garde soit née dans la confusion sur le terrain de la lutte de libération nationale.

L'E.T.A. (Euskadi Ta Askatasuna : Pays basque et liberté) depuis sa naissance en 1959 connait, sous l'impact de la révolution cubaine d'abord, du développement des luttes ouvrières ensuite, un processus de radicalisation et de clarification politique qui sera marqué en 1966 par la scission d'une tendance pro-chinoise.

L'E.T.A. s'engage dès 61 dans l'action violente ; c'est ce qui la désigne comme cible privilégiée aux coups de la police politique, la « Gristapo ». Cette police est habillée d'uniformes gris. Ce sont « Los grises » qui ont ouvert le feu à Grenade, cet été.

Le 7 juin 1968, deux militants de l'E.T.A., Inaki Sarasketa et Xabier Echebarrieta, voulant échapper à la police tuent un garde civil. Pris, Echebarrieta est sommairement exécuté. Le 27 juin, Sarasketa est condamné à mort par le tribunal militaire de Burgos.

La vague de protestations que soulève la condamnation pousse Franco à la commuer en peine de prison à vie.

C'est peu après que, le 8 août 1968, à Irun, est exécuté Meliton Manzanas. Le lendemain même, l'état d'exception est proclamé au Pays basque, inaugurant une vague nouvelle de la répression : le décret sur « le banditisme et le terrorisme » est remis en vigueur ; la torture est systématiquement employée contre les prévenus.

Le 27 octobre, le Conseil de guerre de Burgos condamne à mort Andoni Arrizabalaga, acusé d'avoir placé dans une jeep une bombe qui n'a pas explosé.

Mais la riposte est instantanée : 7.500 ouvriers métallurgistes se mettent en grève à Bilbao, 1.000 autres manifestent dans la rue à Sestao ; des incidents se produisent un peu partout dans les provinces basques.

Là encore, Franco doit reculer : la peine de mort est commuée en prison à vie.

POUR UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE

Aujourd'hui, la partie qui se joue est décisive. Le tribunal militaire de Burgos veut la tête des six inculpés ; il ne s'agit plus de ballon d'essai : il s'agit de « venger » Manzanas.

Seule une campagne internationale massive peut faire reculer la dictature.

Il faut soutenir toute manifestation, toute lutte qui se développe au Pays basque, en Espagne.

Il faut organiser le soutien financier aux prisonniers politiques et aux victimes de la répression.

La dictature franquiste espère mener à bon terme ses projets criminels ; mais la situation politique et sociale est loin d'être sereine en Espagne. La riposte ouvrière peut être explosive, si elle s'appuie sur une mobilisation internationale.

HALTE A LA REPRESSION, A LA TORTURE.
LIBERTE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES.
VIE SAUVE POUR IZKO ET SES CAMARADES.

liberté pour les étudiants yougoslaves emprisonnés

Vlado Mijanovic, étudiant en philosophie à Belgrade, vient d'être condamné à un an et huit mois de prison. Les chefs d'accusation finalement retenus ont été au nombre de quatre (1), réunis sous le titre lapidaire de « propagande hostile ». Parce qu'il s'agit en fait d'une attaque contre les idées du mouvement de juin 68 (cf. notre article du 14 septembre 70 dans le N° 79 de « Rouge »), reconnues démagogiquement par le gouvernement comme étant des « idées justes » (2), le procès — interrompu (par hasard ?) pendant la visite de Nixon à Belgrade — a suscité une opposition de masse de la part des étudiants et professeurs de la faculté : plus de 4.000 signatures ont été recueillies, le Conseil de Faculté s'est également opposé aux mesures de répression malgré des « incitations » contraires. Même la cellule locale (de la faculté) de la Ligue des Communistes — largement « renouvelée » en effectifs après les événements de juin 68 — a récemment voté une résolution hostile aux procédés d'attaque des étudiants (faute de place, nous reproduirons le texte de cete résolution dans un prochain numéro) ; de même, le nouveau comité de rédaction du journal « Student » (3) beaucoup plus « modéré » dans sa composition que le précédent a également publié dans ses derniers numéros des articles favorables aux étudiants attaqués.

Malgré cette forte opposition, donc, la gravité de la peine retenue montre à quel point le gouvernement tient à faire un exemple visant à briser les velléités du mouvement étudiant à continuer dans la voie ouverte par juin : en particulier, parmi les accusations, celle qui attaque la grève de la faim organisée par les étudiants en juin 69 en solidarité avec les mineurs de Bosnie en grève, montre à quel point le gouvernement craint une jonction possible du mouvement étudiant avec les travailleurs dans une situation économique et sociale de crise profonde.

(1) L'impression d'un journal satirique, la dénonciation de l'importation de capitaux américains en Yougoslavie, la dénonciation de la censure bureaucratique et la solidarité organisée par une grève de la faim des étudiants envers les grévistes mineurs de Bosnie, en juin 69.

(2) Tito n'a-t-il pas déclaré que les revendications des étudiants étaient à ce point justes (bien qu'il y ait une « minorité hostile » à réprimer) qu'il démissionnerait si elles n'étaient pas réalisées ! Chiche !

(3) Il n'a pas fallu moins de six séances pour que la bureaucratie parvienne enfin par un vote manipulé à renverser le précédent comité, issu des journées de juin 68. Pendant plusieurs mois, cependant, il semble qu'il y ait eu des difficultés considérables à reconstituer un comité de rédaction à la fois dévoué, non critiqué et... sachant écrire : d'où sans doute la non-parution du journal pendant plusieurs mois et la vente à moins de 5.000 exemplaires des premiers numéros enfin ressortis (alors que « Student » se diffusait à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires) ; le gauchissement nouveau du journal nous fait croire que sa vente risque d'augmenter !

Nous reproduisons ci-après le texte d'une résolution qui a été signée à ce jour par : Lelio BASSO, Ernst BLOCH, Pierre FRANK Lucien GOLDMAN*, Alain KRIVINE, Livio MAITAN, Ernest MANDEL, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ.

Nous, soussignés, qui nous revendiquons du socialisme et de la réalisation de l'autogestion (1) et la défendons contre toute menace, avons été informés des mesures de répression suivantes qui frappent les étudiants engagés yougoslaves :

— Deux étudiants, Vlado MIJANOVIC et Bozidar BORJAN, sont en prison pour avoir participé aux actions des étudiants de Belgrade et pour avoir voulu informer l'opinion publique yougoslave de ces actions ; entre autre la grève de la faim en solidarité avec les mineurs de Bosnie en grève.

— Les journaux des étudiants et de la jeunesse yougoslave qui expriment des opinions critiques sont saisis et on empêche leur publication.

— Des poursuites judiciaires sont engagées contre ceux qui expriment par écrit ou oralement des critiques même minimes.

— Ainsi 14 étudiants sont accusés d'avoir troublé l'ordre public et d'avoir calomnié la société yougoslave ; deux étudiants sont accusés de travailler contre le peuple et l'Etat socialiste ; l'un d'eutre eux est en prison. Trois étudiants sont accusés d'avoir publié un journal satirique. Le passeport a été retiré à 7 étudiants et à un assistant. Deux étudiants ont été arrêtés pendant deux mois.

Les moyens d'information sont entièrement entre les mains de ceux qui formulent les accusations et les étudiants n'ont pas la possibilité de répondre aux attaques dont ils sont victimes. En raison du développement croissant de la répression qui s'abat sur les forces progressistes de Yougoslavie, nous sommes inquiétés pour le destin futur de la vie politique dans le pays ; la situation actuelle nous fait penser au renouvellement des méthodes condamnées en Yougoslavie même. Nos craintes se sont encore accrues après la proposition de la loi de mise en quarantaine ; si elle est adoptée un dangereux processus de répression risque de s'engager.

Sans approuver nécessairement l'opinion des camarades yougoslaves, nous pensons que leurs critiques ont été faites du point de vue socialiste.

Aussi demandons-nous :

— la libération immédiate des étudiants yougoslaves : Vlado Mijanovic et Bozidar Borjan ;

— la fin de toutes poursuites contre le mouvement étudiant de gauche yougoslave ;

— l'arrêt immédiat des mesures répressives ;

— nous demandons le droit pour les étudiants de gauche yougoslaves d'exprimer publiquement leur opinion par oral comme par écrit.

(1) Les personnes ne se revendiquant pas de l'autogestion dans ce sens général sont marquées par un *.

québec :

Il n'aura guère fallu plus que l'enlèvement d'un diplomate anglais et d'un ministre provincial pour mettre fin à un mythe savamment entretenu par la bourgeoisie canadienne depuis près d'un siècle : celui d'une confédération démocratique où le respect de l'individu et des minorités serait l'alpha et l'oméga de la vie politique.

En décrétant un état d'exception qui semble n'avoir pas d'équivalent dans un pays capitaliste développé, en occupant militairement le Québec, en multipliant les arrestations arbitraires, le gouvernement fédéral de Trudeau et son associé provincial Bourassa ont jeté le masque.

Derrière la sérénité de façade qu'ils affichent depuis plusieurs mois, apparaît aujourd'hui en pleine lumière la grande frayeur de la bourgeoisie canadienne face à la montée croissante du nationalisme et des forces de gauche au Québec, montée qui s'est exprimée de façon spectaculaire lors des dernières élections provinciales au printemps dernier. C'est sans doute là la véritable — et la seule — victoire qu'aura remportée le F.L.Q. à travers les derniers événements : mettre à nu le véritable visage des autorités d'Ottawa.

D'OU VIENT LA VIOLENCE ?

Dénoncer le F.L.Q. pour sa « violence sauvage et inhumaine » comme le fait la presse internationale n'est pas la moindre des hypocrisies rencontrées durant cette affaire. La « violence sauvage » du F.L.Q. quel que soit le jugement politique que l'on porte sur elle, est la conséquence d'une situation objective bien réelle : la violence quotidienne qui est faite au peuple québécois.

Certes le Québec n'est pas l'Algérie d'il y a dix ans ou la Palestine d'aujourd'hui. On n'y meurt pas de faim, posséder une voiture n'y est pas nécessairement un luxe. Dans le contexte nord-américain, cependant, les Québécois sont loin d'être des privilégiés. Jusqu'à ces dernières années leur pays a été largement sous-développé par rapport à la moyenne générale du continent alors que, potentiellement, il est l'un des plus riches. Une agriculture aux structures archaïques, peu compétitive par rapport à l'agriculture moderne de l'Ontario, province voisine, ou des Etats-Unis, faisait vivre très modestement, parfois à la limite de la misère, un part très importante de la populaton. Un exode rural intense était à l'origine d'une masse importante de chômeurs qui s'entassaient dans les banlieues des grandes villes.

Le grand capital canadien-anglais et américain attiré par cette main-d'œuvre disponible, prête à se vendre à bas prix sur le marché du travail, et sans traditions d'organisation et de lutte, a commencé, il y a une dizaine d'années à y investir massivement.

C'est ce phénomène de modernisation rapide par colonisation du capital anglo-canadien et américain — baptisé à l'époque révolution tranquille — qui est à l'origine de la crise que connait le Québec depuis plusieurs années.

lycées :

A la rentrée 1970, Guichard et les proviseurs de tous les lycées parisiens ont tenté une reprise en main de leurs établissements par le bais d'une série de mesures, visant à rétablir les « lycées-casernes » (colles, contrôle des sorties et des absences, « points rouges » — au bout de deux retards, il y a un point rouge, et ainsi de suite —).

Mais le degré de combativité des lycéens contre cette normalisation a été extrêmement important.

Le procès Geismar a été l'occasion pour cette combativité de s'exprimer.

Dans deux lycées parisiens, Turgot et Voltaire, les lycéens ont voté et participé, dans une large majorité, à une grève active, pour riposter à l'offensive gouvernementale en matière de répression.

Très vite, plusieurs positions s'affrontèrent ; la première, celle de l'A.J.S., proposant comme seul objecitf une motion visant à « mettre au pied du mur » le S.N.E.S., et une délégation à l'U.L.-C.G.T. du coin.

La deuxième position était celle des maoïstes et des spontex de tout genre, affirmant que l'ennemi des lycéens étant le flic, il fallait cogner sur le premier flic qui passerait pas là.

Ainsi à Voltaire, ils lancèrent une barre de fer contre un car de flics et s'abattirent sur un flic faisant la circulation. A Turgot, ils agressèrent un pauvre homme qui attendait son fils à la sortie des cours, sous prétexte qu'il avait une gueule de flic ! Nous voyons ainsi où ce genre d'actions irresponsables peuvent mener.

Les militants de la Ligue communiste et du Cercle Rouge avançaient la position suivante : le procès Geismar est un problème national, et les seuls lycéens ne peuvent faire reculer le gouvernement, seul le mouvement ouvrier le peut. Mais cela n'excluait nullement une mobilisation dans les lycées de toute une frange de lycéens sensibilisée par la répression. D'autre part, nous pouvions, par le procès Geismar, faire la liaison concrète avec la répression dans les lycées.

En donnant l'exemple des manifestations de la Ligue communiste contre l'annexe du Palais de Justice, à Sèvres-Babylone, nous avons montré qu'il existait une autre voie que celle de l'A.J.S. et des maos.

Le bilan que nous pouvons tirer de cette orève est qu'il existe, chez les lycéens, un haut degré de combativité et un large courant potentiellement organisable contre la politique Guichard dans les lycées.

C'est dans cette optique que la Ligue communiste et les Cercles Rouges ont appelé à un meeting lycéen, salle Lancry, qui a réuni 200 personnes.

Après deux interventions, l'une sur la situation politique, l'autre sur la situation dans les lycées, de nombreux camarades de Turgot, Condorcet, Saint-Maur..., sont intervenus pour tirer le bilan de leurs luttes et avancer des perspectives pour le milieu lycéen.

Enfin un camarade a conclu, synthétisant les diverses interventions et donnant le cadre politique des prochaines luttes.

Le meeting a été un premier pas vers l'organisation du courant existant aujourd'hui contre la politique Guichard.

— POUR LE DROIT DE GREVE !
— POUR LA LIBERTE D'EXPRESSION !
— POUR LE DROIT DE REUNION !
— A BAS LA CIRCULAIRE GUICHARD !

campagne de soutien à la resistance palestinienne

A plusieurs reprises, nous avons expliqué que le soutien à la résistance palestinienne ne devait pas être seulement verbal. La Ligue Communiste a pris l'initiative d'orgainser une vaste campagne nationale sur cette question. Dans plusieurs villes des meetings ont eu lieu qui nous ont permis de développer nos propres analyses politiques. Le soutien à la révolution palestinienne doit être clair, militant et permanent. C'est pourquoi il est nécessaire d'organiser des campagnes d'explication dont le but est autant de lyser les forces politiques qui la composent, que populariser les objectifs de la révolution arabe, d'ana-d'entamer des actions militantes à long terme sur cette question. A ce propos, regrettons qu'à Lyon, quelques fossiles de l'A.J.S. aient cru bon de semer la confusion dans notre meeting, selon leur coutume primaire et terroriste, en pratiquant l'obstruction systématique. Cela ne fait que perpétuer la confusion sur la question palestinienne, au moment où la clarté est plus que jamais de mise. Nous donnons ci-dessous un bref bilan des meetings que nous avons organisés. D'autre sont prévus dans plusieurs villes.

Paris : Mutualité le septembre, voir le compte rendu dans « Rouge » numéro 79.

Epinay : 8 octobre. Quelques travailleurs arabes présents. Une large discussion a permis de confronter nos analyses à celles d'autres groupes, notamment le P.S.U.

Bagneux : 14 octobre. De nombreuses questions sont posées sur le développement des forces révolutionnaires au Moyen-Orient et la question de l'Internationale.

Toulouse : environ 300 personnes. Discussions avec des camarades palestiniens.
Lyon : meeting de 150 personnes.

Bordeaux : environ 100 personnes. Aucun autre groupe politique ne s'est manifesté.

Grenoble : à l'issue du meeting auquel participèrent plusieurs militants arabes, un comité est créé pour mener la campagne Palestine.

Le Havre - Rouen : grand meeting. De nombreux contacts ont été pris avec des camarades arabes.

Cette brochure est en vente à la librairie « Rouge » (1,50 F). Elle contient les thèses de notre organisation internationale relatives à la dialectique de la révolution mondiale et au développement des nouvelles avant-gardes. Traduite en arabe, elle constitue une instrument de lutte indispensable pour les militants révolutionnaires arabes et doit être largement diffusée dans les milieux immigrés.

derrière les enlèvements

Car, s'il disposait de ressources naturelles considérables et d'une main-d'œuvre abondante et docile, le Québec n'était pas du tout préparé à ce changement radical. Un exemple : le système d'enseignement, entièrement aux mains de la hiérarchie catholique y était archaïque ; aucun enseignement technique n'était organisé.

Les grandes compagnies anglo-saxonnes ont donc fait venir, le plus souvent du Canada anglais, les techniciens et les cadres qui leur étaient nécessaires, réservant de ce fait les emplois les moins qualifiés aux Québécois. Aujourd'hui les choses ont certes changé, mais un technicien québécois, à formation égale est défavorisé par rapport à un collègue anglophone, car il maîtrise le plus souvent moins bien la langue anglaise, qui est celle des patrons.

Cette situation s'est reproduite à tous les échelons de la société québécoise et c'est en ce sens que l'on parle au Québec de situation « coloniale ».

LE MOUVEMENT NATIONALISTE

Ces transformations profondes de la société québécoise, cette oppression nationale accrue, ont créé les bases objectives du développement du mouvement nationaliste québécois.

En l'absence d'une classe ouvrière politisée, c'est dans les milieux de la petite bourgeoisie intellectuelle, autour des campus francophones qu'il s'est tout d'abord développé. Très vite, cependant, il a débordé ce cadre. De nombreux jeunes, pour l'essentiel chômeurs (d'après une récente statistique du gouvernement fédéral 27 % des Québécois entre 20 et 25 ans sont sans travail), sont devenus des militants nationalistes. Mais jamais ce mouvement n'a pris une forme organisée stable ; de 1962 à 1969 il a donné naissance à une multitude d'organisations aussi éphémères les unes que les autres. L'une des causes essentielles de cet état de fait est la contradiction que renferme le mouvement nationaliste québécois. D'un côté l'aile droite du mouvement est l'expression — de type poujadiste — des couches petites bourgeoises — écrasées par la modernisation de l'économie québécoise, de l'autre l'aile gauche, elle aussi petite bourgeoise, mais composés d'intellectuels — enseignants, étudiants, techniciens — et de jeunes chômeurs, est très confuse et divisée. Tout en admettant que le système capitlaliste est le principal responsable de l'oppression nationale du Québec, nombre d'entre eux refusent de prendre une orientation nettement anticapitaliste, anti-impérialiste et socialiste au nom de l'efficacité et de la nécessité de respecter les « étapes » : « Quand on sera indépendant on luttera pour le socialisme »...

Cette confusion, typique de ce genre de mouvements est très largement accentuée au Québec par l'absence de traditions politiques de la classe ouvrière, par l'absence de traditions révolutionnaires.

C'est dans un tel contexte que sont nés — et que se sont perpétués — des groupuscules terroristes, tel le F.L.Q. En l'absence de perspectives claires, des groupes de jeunes se sont organisés clandestinement en vue de perpétrer des attentats. Ils pensaient ainsi secouer les structures sociales du Québec et du Canada. Souvent cela a mené à des actions dérisoires, sans grand impact et la police canadienne a eu vite fait de démanteler ces micro-organisations. Le F.L.Q. lui-même, créé en 1963, a été presque entièrement démantelé en 1965-1966 ; ses inspirateurs, Vallières et Gagnon étant condamnés à de lourdes peines de prison. Ce premier échec a été à l'origine d'une tentative de clarification de la part des membres du F.L.Q., qu'ils soient en prison ou encore en liberté. Ils ont compris, alors, que la lutte pour l'indépendance du Québec et la lutte pour le socialisme étaient indissociables. Le manifeste qu'ils ont diffusé ces derniers jours en témoigne. Mais, loin d'en tirer les conséquences qui s'imposaient au niveau de leur action — notamment travail en direction de la classe ouvrière — ils ont persisté dans l'action terroriste isolée ; les enlèvements spectaculaires de Cross et Laporte s'inscrivent directement dans cette veine.

UN TOURNANT

Depuis quelques mois cependant — et indépendamment de l'action du F.L.Q. — la situation politique a largement changé au Qéubec, et ce, sous l'influence de deux facteurs fondamentaux.

D'une part, largement influencé par le Mai 68 français, un mouvement étudiant radical et de masse s'est développé au Québec. Les mouvements d'octobre 68, de février 69 autour de la défense de la langue française, ont attesté sa vigueur ; pendant plusieurs semaines tous les campus universitaires, toutes les écoles secondaires, ont été occupées ; des manifestations ont, à plusieurs reprises, regroupé des dizaines de milliers de participants.

D'autre part, alors que la classe ouvrière était jusqu'alors totalement étrangère au mouvement nationaliste, et entièrement sous l'influence des partis bourgeois traditionnels, les dernières élections provinciales ont montré un changement radical sur ce plan. Le nouveau parti nationaliste « Parti Québécois » a recueilli près de 25 % des voix et dans les circonscriptions ouvrières de la banlieue de Montréal il n'est pas loin de la majorité absolue.

Certes le « Parti Québécois » est un parti traditionnel (machine électorale) représentant les intérêts de la petite bourgeoisie québécoise. Rien de plus. Son programme se résume à l' « indépendance pour le Québec ». Il n'en reste pas moins que le vote de la classe ouvrière québécoise revêt une grande signification politique. Pour la première fois les travailleurs québécois ont pris position contre la confédération canadienne, émanation de la grande bourgeoisie du Canada anglais, et en faveur d'un Québec indépendant.

Cette situation nouvelle rend encore plus dérisoire et erronée la ligne d'action du F.L.Q.

QUE FAIRE ?

Aujourd'hui, plus que jamais, la lutte pour l'indépendance du Québec est à l'ordre du jour ; plus que jamais cette lutte doit être soutenue et ceux qui la mènent défendus. Car, contrairement à ce qu'ont pu écrire dans leur dernier éditorial nos camarades de « Lutte Ouvrière », fidèles en cela à leur sectarisme traditionnel sur les luttes de libération nationale, la lutte pour l'indépendance nationale du Québec est loin d'être une lutte sans issue. C'est sur le thème de l'indépendance qu'une nouvelle génération de jeunes québécois — travailleurs et étudiants — s'est radicalisée depuis octobre 68. C'est sur le thème de l'indépendance que les travailleurs québécois ont déserté en masse les deux partis bourgeois traditionnels du Québec. Il ne s'agit là que d'une étape. La tâche des révolutionnaires, dans une telle situation est de politiser au maximum ce mouvement et non pas de la dénoncer ; elle est de montrer que le combat pour l'indépendance du Québec, et le combat pour un Québec socialiste doivent être menés de pair et ne font qu'un ; elle est de montrer que l'indépendance dans le cadre des structures sociales actuelles du Québec serait un leurre et que seul, un changement radical de ces structures, le socialisme, peut donner un sens et un contenu réel à cette indépendance.

C'est la tâche que se sont fixés nos camarades canadiens de la L.S.A.-L.S.O. et notamment ceux d'entre eux qui militent au Québec.

Il est évident que les récentes actions du F.L.Q. ne vont absolument pas dans ce sens. Certes, la violence du F.L.Q. est une réponse « spontanée » à la violence qui s'exerce quotidiennement sur le peuple québécois et notamment sur les travailleurs québécois, surexploités, sous-payés par rapport aux travailleurs du Canada anglais, obligés le plus souvent de recevoir des ordres ou de s'adresser au « bons » dans une langue qui n'est pas la leur. Mais ce type d'action, outre qu'il ne fait guère progresser la conscience politique et le degré d'organisation de la classe ouvrière, permet à la bourgeoisie d'accentuer sa politique de répression. Les centaines d'arrestations de dirigeants syndicaux, de militants étudiants et enseignants, de nos camarades trotskystes au Québec opérées par la police fédérale et la police provinciale en sont un exemple très clair. Nous ne pouvons donc que le condamner en tant que tel. Cela ne nous empêche pas de défendre les militants du F.L.Q. contre la calomnie et la répression bourgeoisie.

VIVE LA LUTTE POUR UN QUEBEC INDEPENDANT ET SOCIALISTE !

J.-P. BEAUVAIS
le 22-10-70.

de berlin à bruxelles

A Berlin, les 17 et 18 février 1968, de nombreux groupes révolutionnaires européens manifestaient ensemble pour le soutien à la révolution vietnamienne. Trente mille militants se retrouvaient dans la rue, au coude à coude, imposant un rapport de force capable de dissuader la police du bourgmestre.

C'était l'affirmation de l'importance de l'extrême gauche à l'échelle internationale.

Les P.C. d'Europe occidentale n'ont jamais réalisé une telle démonstration. Mais c'était aussi presque le sommet d'une vague : le sommet de la vague de mobilisation étudiante européenne avant mai 68. C'était, derrière ses organisations politiques, le MOUVEMENT ETUDIANT qui manifestait. Le mouvement étudiant allemand, le S.D.S. avec toute sa diversité, sa bigarrure politique, formait les gros bataillons. Pêle-mêle, on voyait les portraits de Marx, de Lénine, de Rosa Luxembourg, de Trotsky, de Mao, de Castro... L'unité n'était faite que par les drapeaux du Nord-Vietnam et du Front national de libération. La nécessité d'affirmer massivement le soutien de la nouvelle avant-garde internationale à la révolution vietnamienne l'emportait sur les clivages stratégiques. C'était l'affirmation d'une réalité historique : l'apparition, sur le terrain de la lutte des classes, d'une nouvelle génération révolutionnaire.

C'était l'affirmation du caractère international de ce processus. La J.C.R. seule apparaissait comme une organisation politique structurée ; cela se voyait dans l'organisation du cortège, cela se voyait sur les banderoles, cela se voyait aux mots d'ordre. Et c'est ce qui valut à la J.C.R. la sympathie de bien des militants, du groupe berlinois de Rudi Dutschke en particulier,... mais la nécessité de l'organisation révolutionnaire n'avait pas encore été éprouvée dans les faits. C'était la montée, et le mouvement étudiant se trouvait si confiant en lui-même qu'il semblait spontanément engendrer le spontanéisme. On n'était pas loin du début de mai 68, de ce qu'on a appelé « l'insurrection étudiante », mais on était loin encore des problèmes d'organisation, des problèmes de structuration, que le mouvement étudiant européen n'est arrivé à surmonter que là où il était traversé par une continuité historique, par un courant lié au mouvement ouvrier.

La manifestation de Berlin a marqué une ligne de crête. C'était la dernière apparition publique du mouvement étudiant allemand, qui devait, en quelques mois, connaître un émiettement spectaculaire, malgré quelques démonstrations puissantes contre la presse Springer au moment de la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke.

C'était aussi, quelques mois près, l'apogée du mouvement étudiant italien.

Deux ans après, le rassemblement international de Bruxelles se prépare dans une tout autre conjoncture. L'expérience de mai-juin 68 en France, relayée par la vague de grèves européenne et le mai rampant italien, a modifié du tout au tout les données du problème et la configuration de l'avant-garde.

Le spontanéisme a fait faillite, ainsi que toutes les théories de « l'organisation étudiante ». Tout courant qui n'a pas posé le problème de sa jonction avec la classe ouvrière, tout courant qui n'a pas posé le problème de la construction du parti révolutionnaire, et qui ne s'est pas attelé à cette tâche a disparu de la cartographie politique de l'extrême gauche.

En deux ans, c'est une leçon pratique de léninisme qui a été donnée à l'avant-garde, et beaucoup l'ont subi, l'ont payé par leur disparition politique.

C'est pourquoi il n'y a que des organisations politiques qui appellent au rassemblement de Bruxelles. Car à l'échelle européenne comme à l'échelle française, il n'y a plus de mouvement unitaire, il n'y a que des organisations.

C'est pourquoi aussi ce n'est pas par hasard que seules des organisations qui se réclament du trotskysme appellent à Bruxelles. Car l'anarcho-maoisme, idéologie du mouvement étudiant, n'a pas réussi à créer une organisation véritable en Europe, sinon en Suède peut-être, sur le schéma classique du parti ultra-stalinien.

Ce n'est par hasard qu'aucun courant n'est capable de faire ce que fait, à Bruxelles, la Quatrième Internationale, et les autres organisations participantes.

Mais cela ne marque qu'un pas : le pas accompli depuis Berlin ; la suite, ce sera justement ce dont il sera question à Bruxelles, les problèmes de la construction du parti révolutionnaire, de son implantation ouvrière.

Deux ans après Berlin, le rassemblement international de Bruxelles des 21-22 novembre 70 marquera aussi une date ; Berlin avait marqué l'apogée du mouvement étudiant ; Bruxelles marquera l'ébauche du processus de construction des partis révolutionnaires en Europe.

Maurice BUZARD.

la lutte révolutionnaire en éthiopie et en érythrée

L'Éthiopie, un des pays les plus pauvres du monde, subit la double conséquence de l'oppression «féodale» intérieure et de l'occupation impérialiste.
Près de 90% des habitants, essentiellement des paysans, demeurent en marge de la vie économique, la terre étant pratiquement en totalité aux mains de la famille impériale et des «féodaux» (65% des terres arables) ou de l'Église copte (30%); la législation contraint de plus les paysans à verser 75% de leurs récoltes aux propriétaires fonciers.
La misère est telle que le revenu annuel moyen est de 180 F. par habitant; 98% de la population est illettrée, 60% des enfants meurent avant l'âge de 5 ans et l'espérance de vie est de 30 ans. Les maladies et la famine sévissent : au moins une des grandes provinces subit la famine chaque année.

En termes de ressources, cet état de choses n'a pas de raison d'être; la plus grande partie de l'Éthiopie est un plateau sur lequel la terre cultivable et les pâturages sont les plus fertiles du monde ; un climat et une altitude variés permettraient la culture d'une grande variété de produits : selon l'aveu même d'un expert américain, l'Éthiopie, si elle était convenablement cultivée, pourrait produire assez pour nourrir toute l'Europe, et, d'après l'O.N.U., elle possède, après le Congo (K), le potentiel hydro-électrique le plus élevé d'Afrique. Bien que l'on connaisse l'existence en grande quantité de minerais de potasse et de fer, les ressources minières ne sont pas complètement exploitées. Pourtnt l'Éthiopie est un exemple classique de pays à exportation d'un produit unique : environ les 2/3 des valeurs d'exportation proviennent du café, dont l'achat américain, qui représente 75 % de ce volume, donne aux U.S.A. un droit de contrôle sur l'économie du pays.

Pour permettre cette exploitation effrenée des masses éthiopiennes, le régime«féodal» de Hailé Sélassié maintient son pouvoir par une répression féroce, grâce à une armée de 40.000 hommes, financée et entraînée par les U.S.A., exception faite pour les parachutistes et les services secrets encadrés par des spécialistes israëliens.
Malgré ses prétentions démocratiques, le régime éthiopien est le type même du régime despotique, sans parti politique, même fantoche, tous les membres du Sénat étant nommés par l'empereur en personne qui est libre de passer outre toutes les décisions prises par la Chambre des Députés; les décisions de l'empereur en matière de législation ont force de loi et ne sont même pas discutées par le Parlement...

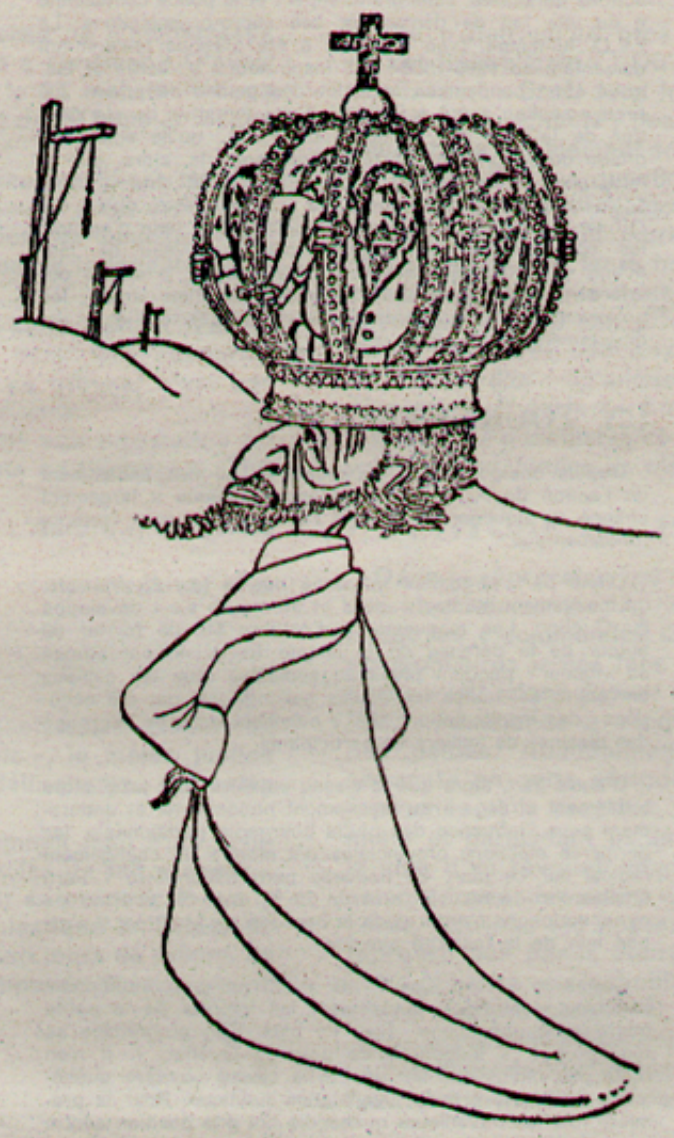
Depuis les années 50, l'Éthiopie est devenue partie intégrante de l'empire U.S. qui a déversé sur ce pays la part la plus vaste de l'«aide américaine» en Afrique, la moitié de toute l'assistance militaire accordée aux régimes africains alliés de Washington, et la plus grande mission des «Peace Corps» en Afrique. De plus les U.S.A. ont établi la base militaire et navale la plus importante d'Afrique (en Érythrée, annexée par l'Éthiopie en 1962) , et en contre-partie ils ont signé un accord s'engageant à maintenir l'empereur au pouvoir.

En effet, l'Éthiopie, augmentée de l'Érythrée, occupe une place stratégique de première importance avec des accès sur la Mer Rouge et l'Océan Indien, au carrefour du Moyen-Orient et de l'Afrique.
Les immenses ressources pétrolières du Moyen-Orient, les richesses des gisements miniers de l'Afrique centrale et méridionale, voilà les facteurs-clés de l'affrontement en Éthiopie et en Érythrée... et les américains ne s'en cachent pas :
«Un des affrontements les plus importants entre l'Est et l'Ouest se prépare en Éthiopie... de son résultat peut dépendre la question de savoir si l'Amérique perdra l'Afrique. Les États-Unis doivent soutenir ceux qui dans le passé les ont soutenus - dans ce cas l'empereur Hailé Sélassié». (Illinois State Registry - 12 janvier 1964).

LUTTES POPULAIRES ET RÉPRESSION

Bien que la répression de toute manifestation de mécontentement soit brutale, la dernière décennie a vu une escalade de la lutte contre le régime.

- Les ouvriers de plusieurs provinces se sont soulevés pour obtenir des augmentations de salaires et le droit de s'organiser; les licenciements arbitraires et les liquidations physiques des chefs des syndicats n'on fait que radicaliser la lutte.
- Pour protester contre les nouveaux impôts agricoles, des soulèvements armés de paysans ont eu lieu dans plusieurs provinces : la répression par l'armée, la police et l'aviation fut particulièrement féroce.
- Parallèlement le mouvement étudiant s'est renforcé, et les étudiants se sont joints à la lutte des ouvriers et des paysans sur des mots d'ordre anti-féodaux et anti-impérialistes.



En février 1969, à la suite de l'instauration d'un droit d'inscription de 50 F. pour l'examen de fin d'études secondaires (alors que le revenu annuel moyen est de 180 F.), les lycéens et les étudiants, soutenus par la population, menèrent une lutte acharnée de 7 mois contre ces mesures de sélection éhontées.
L' «empereur de droit divin», pour la première fois, fut obligé de céder et de se soumettre aux exigences populaires proclamées par les étudiants, de changer son Ministre de l'Éducation Nationale et de libérer les étudiants condamnés à des peines de prison.
Mais le gouvernement ne voulant pas rester sur cette défaite, les provocations se multiplient et aboutissent en décembre 69, à l'assassinat du leader étudiant d'Addis Abeba, Tilahun Gizaw, par les hommes de main du Négus. Au cours de la manifestation de plusieurs milliers de jeunes qui suivit, la garde impériale tire par rafales sur la foule et fait 23 morts. L'Union des Étudiants estdissoute, son journal interdit, les leaders emprisonnés et des centaines de jeunes expulsés de l'Université. Les massacres de décembre 69 marquent une escalade importante de la répression des luttes étudiantes et populaires en Ethiopie même.

UN CADEAU EMPOISONNÉ : L'ÉRYTHRÉE

En 1950, l'Érythrée, n'ayant jamais fait partie de l'Éthiopie, fut annexée par celle-ci en tant que province indépendante liée par un statût fédéral, grâce à une résolution de l'O.N.U. présentée par les U.S.A., désireux de s'implanter en Mer Rouge, et sans tenir aucun compte de la demande de référendum présentée par les partisans de l'indépendance érythréenne.
Mais cette fédération avec l'Éthiopie ne fut qu'une fiction : dès le début, les troupes éthiopiennes occupèrent militairement la capitale Asmara. Le résultat de cette occupation fut la dissolution du gouvernement et du parlement, la suppression de la presse, des libertés fondamentales, des partis politiques, du seul syndicat existant ainsi que du drapeau érythréen.
Les pétitions, les grèves, les meetings organisés par les patriotes dans toutes les principales villes furent autant de prétextes pour le gouvernement d'Addis Abeba, de pratiquer des arrestations massives, des pendaisons publiques et des déportations en camp de détention appelé «villages fortifiés». En Novembre 62, Hailé Sélassié, abolissant unilatéralement la résolution de l'O.N.U., rattache arbitrairement l'Érythrée à l'Éthiopie, mettant ainsi fin à cette mascarades de fédération.

L'Éthiopie héritait ainsi de ce fameux accès à la mer, 1000 km de côtes sur la Mer Rouge, d'une importance stratégique exceptionnelle, avec les ports de Massawa et Assab. Mais ce cadeau empoisonné risque d'être fatal à cet empire dirigé par une des féodalités les plus vieilles et les plus corrompues du monde.

En effet, l'occupation militaire et la répression n'ont fait que renforcer la volonté de lutte du peuple érythréen. Si jusqu'en 1961, la résistance fut pacifique, à partir de cette date, l'avant-garde révolutionnaire, sous la direction du Front de Libération de l'Érythrée (F.L.E.) décide de commencer la lutte armée en vue de la libération nationale du pays.

Débutant avec des moyens extrêmement faibles (13 hommes), la résistance s'imposa rapidement et ses forces atteignent aujourd'hui 10.000 combattants (1)
Nous devons ajouter à celà la milice populaire qui surveille les fermes et les campagnes des zones libérées qui forment actuellement une grande partie du territoire (2/3 du pays d'après le F.L.E.).
Dans ces zones libérées essentiellement agricoles, un système de coopératives est instauré, des cours d'alphabétisation en arabe et en tigrinia (les 2 langues officielles de l'Érythrée) sont donnés, ainsi qu'une explication systématique des causes et des buts de la guerre de libération.

C'est uniquement grâce à l'aide massive des U.S.A. (2) (et aux commandos anti-guérilla entraînés par des officiers israëliens dirigés par le colonel Ben Nathaw, à l'école militaire de Decamare) que l'armée éthiopienne peut garder le contrôle des principaux points stratégiques, en particulier des grandes villes et de la région centrale entourant Asmara.

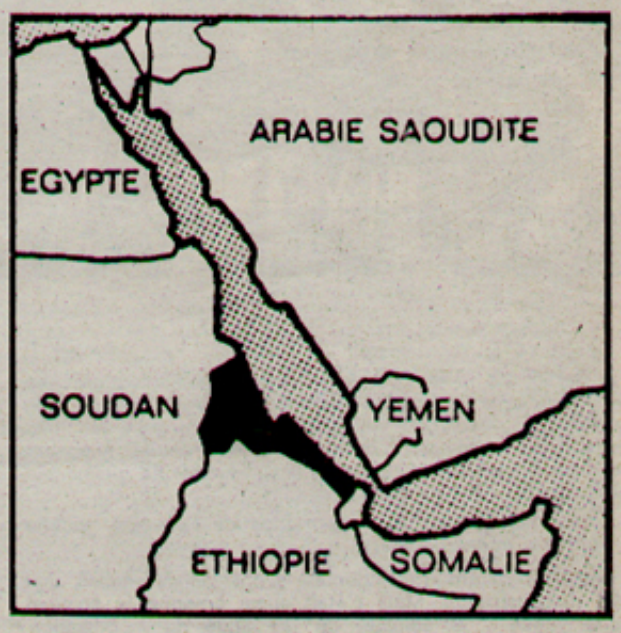
Entretenant à Asmara la plus importante base de communications spatiales (en dehors du territoire américain) dont les réseaux d'espionnage couvrent jusqu'à l'Union Soviétique, et construisant de nouvelles bases militaires aériennes et navales, notamment à Massawa, pour remplacer celles de la Lybie, les U.S.A. attachent une très grande importance au maintien de l'Érythrée dans leur orbite.
De plus une défaite du régime éthiopien (pièce maîtresse des U.S.A. pour leur politique au Moyen-Orient et en Afrique Orientale) en Érythrée, aurait des répercussions extrêmement importantes dans toute la région.

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE ÉRYTHRÉEN !

A BAS LA RÉPRESSION EN ÉTHIOPIE !

A. JOURDAN.

(1)L'aide aux combattants érythréens est essentiellement faite par la Chine, Cuba, la Syrie...
(2) Soucieux de ne pas laisser aux U.S.A. le monopole de l'aide à l'Ethiopie et satisfaite des positions du gouvernement Ethiopien en politique étrangère, l'U.R.S.S. ménage Hailé Sélassié.
Les relations entre les deux pays sont fondées, lit-on dans les «Izvestia», «sur une base d'égalité complète, de respect mutuel de la souveraineté, de l'intégrité nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures».
Les guérilleros éthiopiens et somaliens ne sont ni aidés ni reconnus par les Russes.



Je désire m'abonner à rouge

6 mois		1 an	
pli ouvert	25 F	pli ouvert	50 F
pli fermé	40 F	pli fermé	80 F
avion	50 F	avion	100 F

Abonnement de soutien à partir de 100 F

(ECRIRE EN CAPITALES S.V.P.)
NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
.....
(Règlement joint à la Boîte Postale 201, Paris 19 « Rouge »)